Banque de la République
du Burundi

RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Premier trimestre 2025

Juin 2025

RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

PREMIER TRIMESTRE 2025

Juin 2025

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES....4

RESUME ANALYTIQUE....5

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL....7

1.1. Croissance du PIB mondial....7
1.2. Prix des matières premières et inflation....8
1.3. Politique monétaire dans les pays développés....10
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA-5....10

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI....13

2.1. Production....13
2.2.1. Commerce extérieur....14
2.2.1.1. Evolution des exportations....15
2.2.1.2. Evolution des importations....16
2.2.2. Balance des paiements....17
2.3. Finances et dette publiques....19
2.3.1. Finances publiques....19
2.3.2. Dette publique....20
2.4. Secteur monétaire....22
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêt....22
2.4.2. Base monétaire....25
2.4.3. Masse monétaire et contreparties....26
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire....27
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière....28
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire....29
2.5.1.1. Principales ressources....29
2.5.1.2. Principaux emplois....29
2.5.2. Stabilité Financière....30
2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits....30
2.5.2.2. Adéquation des fonds propres....31
2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire....32
2.6. Evolution et perspectives d'inflation....33
2.6.1. Evolutions récentes....33
2.6.2. Perspectives d'inflation....34

MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE....36

ANNEXES....37

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: Cost Insurance and Freight
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board (Franco à Bord)
INSBU	: Institut National de la Statistique du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts Non Performants
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: Return on Assets (Rentabilité des actifs)
ROE	: Return on Equity (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

La croissance de la zone OCDE a ralenti au premier trimestre 2025, le produit intérieur brut (PIB) s'étant accru de 0,1%, en recul par rapport à la croissance de 0,5% enregistrée au trimestre précédent.

Selon les perspectives économiques mondiales du FMI d'avril 2025, la croissance mondiale devrait chuter à 2,8% en 2025 et à 3,0% en 2026, contre 3,3% enregistrée ces deux dernières années. Cette dégradation des perspectives économiques est principalement liée à l'incertitude accrue entourant l'action des pouvoirs publics, la montée des tensions commerciales et le fléchissement de la demande.

Au niveau national, la production du thé sec de l'OTB a baissé de 16,9% au premier trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente en liaison avec les problèmes de collecte des feuilles vertes et de l'usinage, mais aussi avec l'émergence des autres usines de thé qui intéressent certains clients de l'OTB. Pour le café vert, la production a augmenté de 87,2%, s'établissant à 2.278,9 contre 852,4 tonnes enregistrées au cours du même trimestre de l'année 2024, en liaison avec la cyclicité du caféier.

Au niveau de la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a baissé de 4,8% en glissement annuel, au premier trimestre 2025, suite à la chute de la production des industries alimentaires notamment la production des boissons (-13,4%) et ainsi que celle des industries chimiques, particulièrement la production de la peinture (-21,6%).

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi de février 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est estimée à 4,6% en 2025 contre 3,9% enregistrée en 2024. Cette accélération serait liée à l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (3,8 contre 1,0% en 2024) et dans le secteur primaire (3,7 contre 3,1% en 2024). La croissance du secteur tertiaire décélèrerait à 5,2 contre 5,6% en 2024.

Le déficit du compte des transactions courantes s'est allégé au premier trimestre 2025, se fixant à 241.115,6 contre 387.906,6 MBIF au même trimestre de 2024. Cet allégement résulte essentiellement de l'atténuation du déficit du compte des biens et services, combiné à l'accroissement de l'excédent structurel du compte des revenus secondaires.

La dette publique totale s'est accrue de 14,9%, s'établissant à 7.196,5 contre 6.261,4 Mrds de BIF, suite principalement à l'accroissement de la dette intérieure (+20,3%) et, dans une moindre mesure, de la dette extérieure (+2,1%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 42,3 contre 45,7% à la même période de l'année précédente. Ce niveau est dans la limite du plafond de 50% du PIB, convenu dans les critères

de convergence macroéconomique de la CEA.

Le taux moyen du marché interbancaire (4,98 contre 4,77%) et le taux des bons du Trésor à 13 semaines (7,61 contre 7,3%) ont augmenté. De même, les taux d'intérêt moyen pondéré débiteur (13,69 contre 13,67%) et créditeur (7,23 contre 7,13%) ont augmenté. Le taux directeur (12%), le taux de la facilité de prêt marginal (14,00%) et le taux des opérations d'apport sous forme de refinancement des secteurs porteurs de croissance (2,00%) sont restés inchangés.

D'un trimestre à l'autre, la base monétaire a baissé de 8,4%, s'établissant à 2.052,9 contre 2.240,9 Mrds à fin décembre 2024, suite à la baisse de 14,1% des créances nettes sur l'administration centrale à travers le remboursement des avances de l'Etat et à la détérioration de 26,4% des avoirs extérieurs nets. Quant à la masse monétaire, elle s'est accrue de 2,4%, atteignant 6.844,3 Mrds de BIF en mars 2025 contre 6.683,6 Mrds de BIF à fin décembre 2024, en rapport principalement avec l'augmentation des créances sur l'économie.

Les réserves officielles de change se sont établies à 148,6 à fin mars 2025, contre 191,3 MUSD à fin décembre 2024 et 147,4 MUSD à fin mars 2024. Ces réserves couvrent 1,4 mois d'importations de biens et services à fin mars 2025 contre 1,6 mois à fin décembre 2024 et 1,3 mois à fin mars 2024.

Le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 16,8%, en glissement annuel, et de 4,5% en glissement trimestriel, à fin mars 2025. Cette augmentation est tirée essentiellement par l'accroissement des dépôts de la clientèle (17,7%). Par rapport à l'emploi, les crédits à l'économie ont augmenté de 22,5%. Le ratio de solvabilité globale a baissé sur un an, passant de 21,1 à 19,9%, la norme réglementaire étant de 14,5%. Le taux des prêts non performants s'est légèrement détérioré, passant de 3,6 à 4,0% en glissement annuel. Cependant, il reste dans la limite acceptable de 5%.

L'inflation a poursuivi sa tendance haussière au premier trimestre 2025. Le taux d'inflation globale s'est établi à 39,5% en moyenne trimestrielle, contre 30,8% au trimestre précédent. Cette hausse a porté sur l'inflation alimentaire (39,4 contre 29,4%) et non alimentaire (39,8 contre 32,5%). Quant à l'inflation sous-jacente, elle s'est établie à 45,8% au premier trimestre 2025, contre 32,0% au trimestre précédent.

Les prévisions pour le deuxième trimestre 2025 indiquent que l'inflation globale augmenterait pour atteindre 44,5%. En effet, l'inflation alimentaire augmenterait, passant de 39,4 à 45,7% tandis que l'inflation énergétique et l'inflation sous-jacente diminuerait légèrement, respectivement de 45,8 à 44,5% et de 47,6 à 43,2%. L'inflation au deuxième trimestre 2025 serait influencée par la persistance des tensions sur les prix, les anticipations inflationnistes et la dépréciation du taux de change réel.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

La croissance de la zone OCDE a ralenti au premier trimestre 2025, le produit intérieur brut (PIB) s'étant accru de 0,1%, en recul par rapport à la croissance de 0,5% enregistrée au trimestre précédent.

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	PIB Trimestriel		
	T1-2024	T4-2024	T1-2025
États-Unis	0,4	0,6	-0,1
Japon	-0,4	0,6	-0,2
Royaume uni	0,9	0,1	0,7
Allemagne	0,2	-0,2	0,2
France	0,1	-0,1	0,1
Zone euro	0,3	0,2	0,3
OCDE	**0,4**	**0,5**	**0,1**
Chine	1,3	1,6	1,2
Inde	1,7	1,6	nd
Afrique du Sud	0,1	0,6	nd

Source: OCDE, comptes nationaux trimestriels, mai 2025

L'activité économique a décrue aux États-Unis et au Japon, passant de 0,6% dans les deux pays à -0,1% et à - 0,2% respectivement. L'augmentation des importations due aux changements anticipés en matière de droits de douane a été le principal frein à la croissance. Aux États-Unis, les importations de biens ont fortement augmenté de 10,8% au premier trimestre 2025, après une contraction de 1,3% au quatrième trimestre 2024. Au Japon, les importations de biens ont augmenté de 2,4% au premier trimestre 2025, après une contraction de 1,6% au quatrième trimestre 2024.

Dans la Zone Euro, la croissance s'est établie à 0,3 contre 0,2% en raison de la bonne performance de l'économie Allemande et Française où la croissance est devenue positive se situant respectivement à 0,2 et à 0,1% contre -0,2% et -0,1%.

Selon les perspectives économiques du FMI d'avril 2025, la croissance mondiale devrait chuter à 2,8% en 2025 et à 3% en 2026, contre 3,3% enregistré consécutivement ces deux dernières années. Cette dégradation des perspectives économiques est principalement liée à l'incertitude accrue en rapport avec l'action des pouvoirs publics, la montée des tensions commerciales et le fléchissement de la demande.

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024 (est)	2025 (p)
PIB mondial	**-3,1**	**6,3**	**3,5**	**3,3**	**3,3**	**2,8**
Pays avancés	**-4,5**	**5,4**	**2,6**	**1,7**	**1,8**	**1,4**
États-Unis	-3,4	5,9	2,1	2,9	2,8	1,8
Zone euro	-6,4	5,3	3,3	0,4	0,9	0,8
Japon	-4,5	2,2	1,0	1,5	0,1	0,6
Pays émergents et pays en développement	**-2,0**	**6,8**	**4,1**	**4,4**	**4,3**	**3,7**
Chine	2,2	8,4	3,0	5,2	5,0	4,0
Inde	-6,6	9,1	7,2	8,2	6,5	6,2
Afrique subsaharienne	-1,7	4,7	4,0	3,6	4,0	3,8
Nigeria	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,4	3,0
Afrique du Sud	-6,4	4,7	1,9	0,7	0,6	1,0
(p): projections; (est): estimations						

Source: Fonds Monétaire International, Perspectives Economiques Mondiales, avril 2024

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir à 1,8% contre 2,8% l'année précédente. Dans la zone euro, la croissance devrait s'établir à 0,8% en 2025, en diminution par rapport à 0,9% enregistré en 2024.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait ralentir à 3,7% en 2025 contre 4,3% en 2024, suite principalement à la baisse de la croissance chinoise (4,0 contre 5,0% en 2024), affectée par les récentes mesures commerciales prises par les Etats-Unis.

En Afrique Subsaharienne, la croissance de la région baisserait légèrement (3,8 contre 4,0%). En effet, le tarissement de l'aide internationale au développement dans les pays à faible revenu, combiné avec le resserrement des conditions de financement pourrait affecter cette croissance.

1.2. Prix des matières premières et inflation

Le cours du baril de pétrole a augmenté de 1,3% au cours du premier trimestre 2025, après une baisse de 7,0% au trimestre précédent. Il s'est établi, en moyenne trimestrielle, à 75,6 contre 74,60 USD/baril au quatrième trimestre 2024. En glissement annuel, le cours du pétrole a diminué de 9,1%.

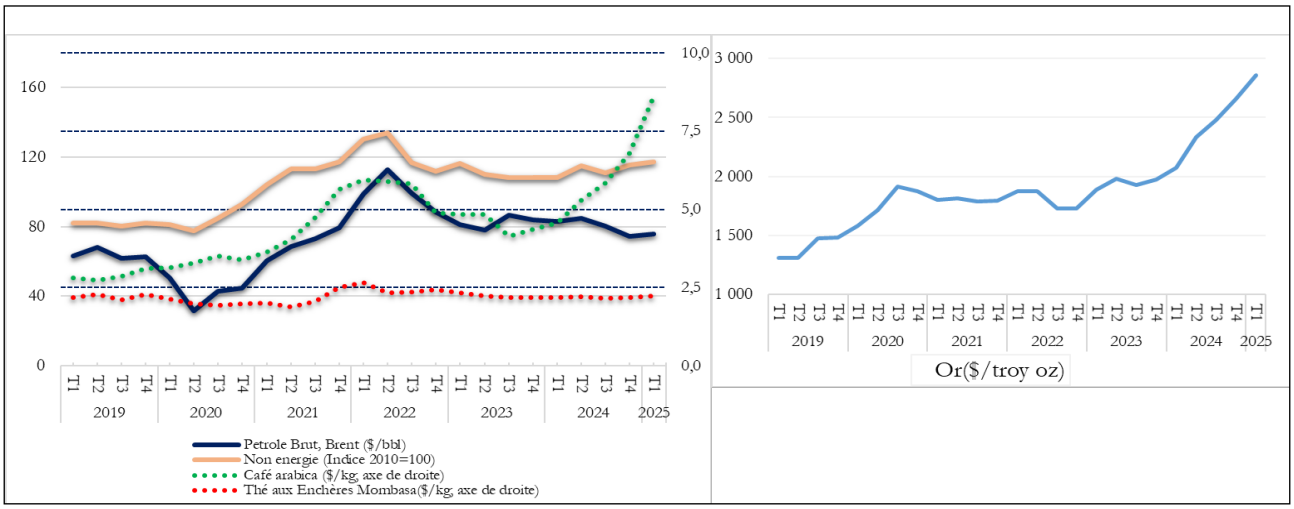
De même, les prix des produits non énergétiques ont globalement augmenté au cours du premier trimestre 2025. L'indice s'est accru de 1,6% en glissement trimestriel et de 8,4% en glissement annuel. Cette augmentation a porté sur le cours du café arabica et des autres produits de base. Le cours du café a augmenté de 26,3% en glissement trimestriel (8,59 contre 6,80 USD/kg) et de 88,4% par rapport à 4,56 USD/kg enregistré au même trimestre de l'année 2024. Les raisons qui expliquent

cette augmentation du prix du café sont notamment la multiplication des catastrophes naturelles qui ont sensiblement impacté les principaux pays producteurs comme le Brésil et le Vietnam, mais également une hausse de la consommation de ce produit.

Le cours du thé aux enchères de Mombasa a augmenté de 3,2% d'un trimestre à l'autre, se situant à 2,24 contre 2,17 USD/kg au quatrième trimestre 2024.

Le prix de l'Or continue d'augmenter, se fixant à 2.863,0 contre 2.663 USD/troy oz[1] au quatrième trimestre 2024, soit une hausse de 7,5%. En glissement annuel, il a augmenté de 38,2%.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source: : Etablis à partir des données de la Banque Mondiale, Prix des matières premières, mai 2025

Au premier trimestre 2025, l'inflation aux États-Unis a gardé le même niveau du trimestre précédent (2,7%). Dans la zone euro, l'inflation s'est établie à 2,3% au premier trimestre 2025, en légère hausse par rapport à celle du trimestre précédent (2,2%). De même, l'inflation a augmenté au Royaume Uni (3,6 contre 3,4%).

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a reculé en Inde (2,9 contre 3,9%) et la Chine a connu une déflation (-0,1 contre 0,2%), suite à une demande domestique faible.

1 Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

Tableau 3 : Inflation dans le monde (en %)

	Glissement annuel		
	T1-2024	T4-2024	T1-2025
États-Unis	3,2	2,7	2,7
Allemagne	2,5	2,3	2,3
France	2,8	1,3	1,1
Royaume-Uni	3,9	3,4	3,6
Zone euro	2,6	2,2	2,3
OCDE	**5,7**	**4,6**	**4,5**
Chine	-0,0	0,2	-0,1
Inde	4,6	3,9	2,9
Afrique du Sud	5,4	2,8	nd

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, février 2025

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Dans un contexte de faibles pressions inflationnistes, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a maintenu ses taux des fonds fédéraux dans la fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%, même niveau que le trimestre précédent. La FED vise un taux d'emploi maximal et une inflation maximale de 2,0% à long terme et estime que les risques pesant sur la réalisation de ces objectifs sont globalement équilibrés.

Au cours du premier trimestre 2025, la Banque Centrale Européenne (BCE) a réduit le taux d'intérêt de 25 points de base à 2 reprises (en janvier et en mars 2025), estimant que l'inflation a continué d'évoluer de façon globalement conforme aux projections et est en voie de se stabiliser autour de l'objectif de moyen terme de 2,0% au cours de l'année. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal ont été ramenés respectivement à 2,50%, à 2,65% et à 2,90% en mars 2025.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA-5

D'après les projections du FMI d'avril 2025, la croissance de la CEA-5 devrait passer de 5,4% en 2024 à 5,5% en 2025. Bien que ce niveau soit supérieur à la moyenne de toute la région de l'Afrique Subsaharienne (3,8% en 2025), la CEA partage les mêmes défis que toute cette région, notamment le niveau élevé des coûts d'emprunts mondiaux et autres obstacles limitant les financements extérieurs, la contraction de la demande mondiale et l'accentuation des conflits régionaux.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA-5 (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)
BURUNDI*	0,3	3,2	2,2	3,3	3,9	4,6
RWANDA	-3,4	10,9	8,2	8,3	8,9	7,1
OUGANDA	-1,1	5,5	6,2	4,9	6,3	6,1
TANZANIE	4,5	4,8	4,7	5,1	5,4	6,0
KENYA	-0,3	7,6	4,9	5,6	4,5	4,8
CEA-5	**0,9**	**6,4**	**5,2**	**5,4**	**5,4**	**5,5**
RDC	1,7	1,7	9,2	8,5	6,5	4,7
SUD SOUDAN	-6,5	5,3	-5,2	2,5	-27,6	-4,3
AFSS	-1,5	4,7	4,1	3,6	4,0	3,8

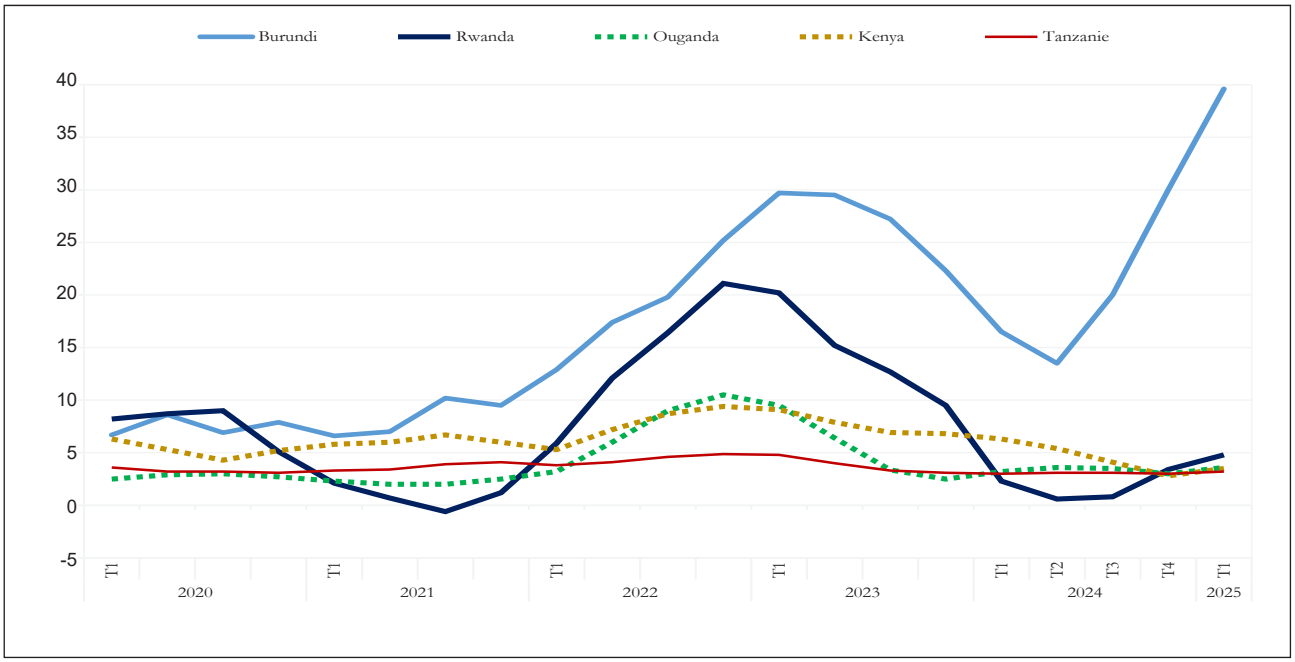
Source : FMI, Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne, avril 2025

**** Les données sur le PIB du Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique de février 2025***

Quant à l'inflation dans la région, le Burundi continue d'afficher un taux d'inflation élevé qui poursuit la trajectoire haussière. Elle s'est établie à 39,6% au premier trimestre 2025, après 30,0% du trimestre précédent et 16,5% au premier trimestre de 2024.

Cependant, dans les autres pays de la CEA, les taux d'inflation restent largement dans la marge de l'objectif de 8,0% fixé dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA bien qu'ils aient augmenté au premier trimestre 2025, comme au Rwanda (4,8 contre 3,4%), en Tanzanie (3,2 contre 3,0%), en Ouganda (3,6 contre 3,0%) et au Kenya (3,5 contre 2,8%).

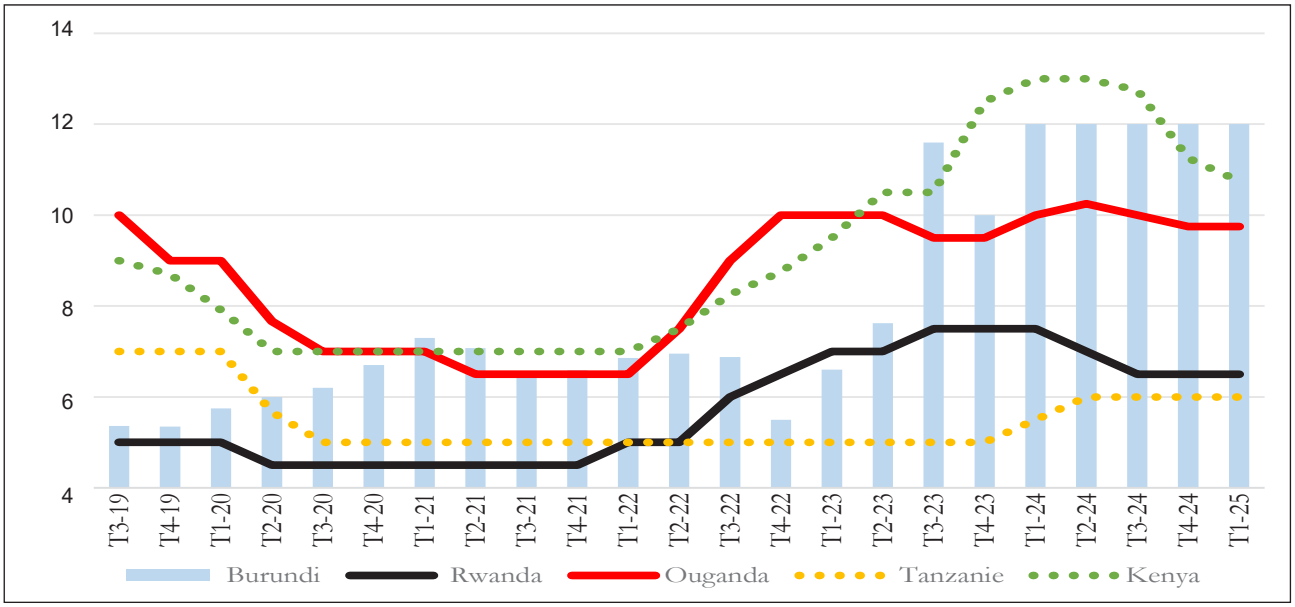
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au premier trimestre 2025, les taux d'intérêts directeurs des banques centrales ont été maintenus à leurs niveaux du trimestre précédent dans la majorité des pays partenaires de la CEA tel que le Burundi (12,00%), le Rwanda (6,50%), l'Ouganda (9,75%) et la Tanzanie (6,00%). Toutefois, la Banque Centrale du Kenya a réduit son taux directeur de 50 points de base, en le fixant à 10,75%.

Graphique 3 : Taux directeur des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Concernant l'évolution du cours de change des monnaies des pays de la CEA par rapport au dollar américain, leurs fluctuations trimestrielles sont restées globalement dans la limite de ±5,0% convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change dans la CEA, pour le Franc Burundi (0,5%), le Franc Rwandais (2,3%), le Shilling Kenya (0,02%) et le Shilling Ougandais (-0,2%). Cependant, le Shilling Tanzanien s'est fortement déprécié (10,7%) par rapport au quatrième trimestre 2024.

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
déc-23	2 856,11	1 263,93	3 782,22	2 506,03	156,46
mars-24	2 900,25	1 345,96	3 690,05	2 718,48	129,20
déc-24	2 914,99	1 382,99	3 670,27	2 394,76	129,29
mars-25	2 929,34	1 414,95	3 662,55	2 649,98	129,32
Mars 2025/Déc 2024 (%)	**0,5**	**2,3**	**-0,2**	**10,7**	**0,0**
Mars 2025/Mars 2024 (%)	**1,0**	**5,1**	**-0,7**	**-2,5**	**0,1**

Source :Sites web des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production

La production du thé sec[2] a baissé de 16,9% au premier trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente (2.738,4 contre 3.296,0 tonnes), en liaison avec les problèmes de collecte des feuilles vertes et de l'usinage mais aussi le relâchement de certains théiculteurs dans cette culture. La production du café vert a plus que doublé, s'établissant à 2.278,9 contre 852,4 tonnes enregistrées au cours du même trimestre de l'année 2024, en rapport avec la cyclicité du caféier.

Au niveau de la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a baissé de 4,8% en glissement annuel, au premier trimestre 2025, suite à la chute de la production des industries alimentaires (-4,0%) et de celle des industries chimiques (-12,2%). La baisse de la production des industries alimentaires a particulièrement concerné les boissons (-13,4%) tandis que la baisse de la production des industries chimiques a été particulièrement tirée par la diminution de la production de la peinture (-21,6%). De même, d'un trimestre à l'autre, cet indice a chuté de 23,1%, passant de 177,9 à 136,8, en rapport avec la baisse de la production des industries alimentaires (-22,6%) et chimiques (-27,8%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 26,2% au premier trimestre 2025, en glissement annuel, passant de 93.329 à 117.795 Mégawatts, en liaison particulièrement avec l'augmentation de la production des centrales hydroélectriques Rusumo falls (+110,7%) et Ruzibazi (+35,1%). Par rapport au trimestre précédent, elle a augmenté de 13,7%.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a augmenté de 14,2%, en glissement annuel, suite principalement à la hausse des importations du ciment (+70,7%) qui représente 85,3% du volume total qui y a transité pendant cette période. De même, par rapport au trimestre précédent, ce volume a augmenté de 21,0%.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 3,6% en glissement annuel, s'élevant à 56.884 contre 54.929 passagers au premier trimestre de l'année 2024. Par contre, le nombre de passagers a baissé de 9,9% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs est resté presque stable, en glissement annuel (556 contre 561 aéronefs) tandis qu'il a baissé de 8,3% d'un trimestre à l'autre.

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi de février 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est projetée à 4,6 % en 2025 contre 3,9% estimé pour

2 Données collectées auprès de l'OTB

2024. Cette accélération serait liée à l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (3,8 contre 1,0% en 2024) et dans le secteur primaire (3,7 contre 3,1 en 2024). La croissance du secteur tertiaire décélèrerait à 5,2 contre 5,6% en 2024.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en %)

	2022	2023	2024 (est.)	2025 (Proj)	2026(Proj)
Croissance du PIB réel	**2,2**	**3,3**	**3,9**	**4,6**	**4,9**
Secteur primaire	-4,4	3,1	3,1	3,7	4,9
Secteur secondaire	5,1	3,0	1,0	3,8	4,1
Secteur tertiaire	4,3	3,1	5,6	5,2	5,2

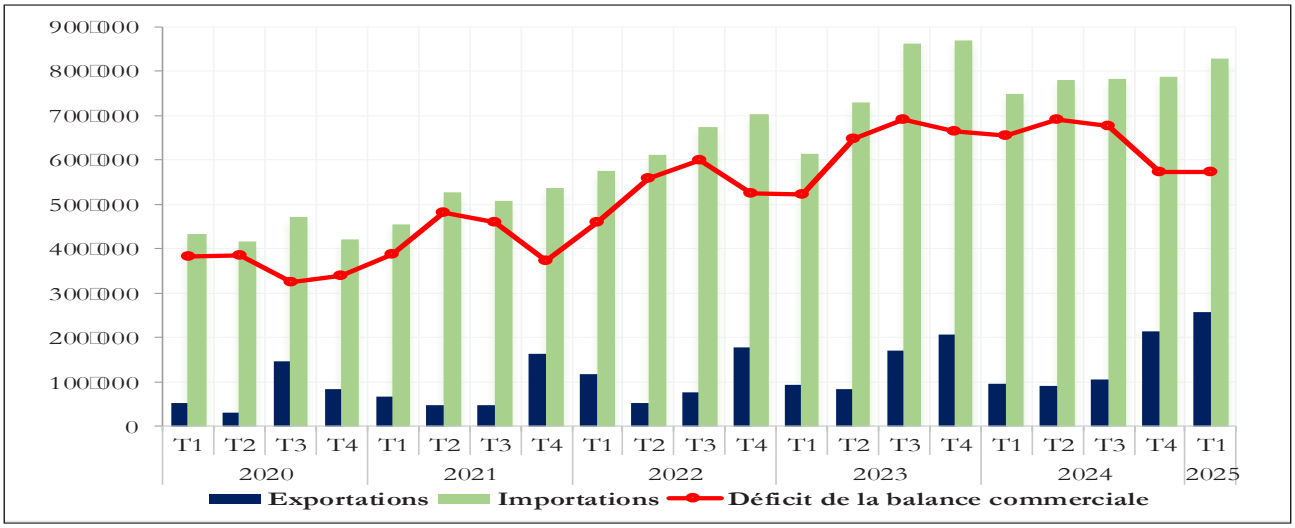
Source : Cadrage macroéconomique, février 2025

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est atténué au premier trimestre 2025, se fixant à 572.787,9 contre 654.256.8 MBIF à la même période de l'année 2024. Cette atténuation du déficit commercial résulte de l'augmentation plus importante des exportations (+161.094,2 MBIF) que celle des importations (+79.625,2 MBIF). Cette évolution haussière des exportations est liée à l'exportation de 446,7 kilogrammes de l'or au mois de mars 2025 équivalent à 127.064,6 MBIF. Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 30,9% contre 12,7% au premier trimestre 2024, soit une progression de 18,2 points de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

2.2.1.1. Evolution des exportations

Les exportations totales en valeur ont plus que doublé au premier trimestre 2025, en glissement annuel, se situant à 256.488,0 contre 95.393,8 MBIF. Cet accroissement a porté uniquement sur les produits primaires (214.740,7 contre 49.999,4 MBIF). Par contre, les exportations des produits manufacturés se sont repliées de 8,0%, passant de 45.394,5 à 41.747,3MBIF au premier trimestre 2025.

La progression des exportations des produits primaires est principalement imputable à l'augmentation des recettes des exportations issues de l'or (127.064,6 MBIF), du café marchand (+31.129,6 MBIF) et des autres minerais (+5.763,6 MBIF).

Quant au recul des exportations des produits manufacturés, il est en lien avec la baisse des exportations des bouteilles en verre foncé (-53,5%), des savons (-23,5%), des cigarettes (-9,8%) et du kérosène (-24,2%). Par contre, les exportations de la farine de blé (+99,4%) et des bières (+11,8%) ont augmenté au premier trimestre 2025.

En volume, les exportations totales ont régressé de 4,5%, s'établissant à 28.555,9 contre 29.905,1 tonnes.

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T1-2024	T4-2024	T1-2025
1. Produits primaires	**49 999,4**	**159 408,5**	**214 740,7**
dont: Café	24 786,2	35 936,1	55 915,8
Thé	11 905,2	7 264,0	12 370,6
Or	0,0	93 208,5	127 064,6
Minerais (non compris l'or)	11 340,4	15 935,5	17 104,1
2. Produits manufacturés	**45 394,5**	**55 521,5**	**41 747,3**
dont: Cigarettes	8 324,5	10 338,6	7 505,5
Bouteilles en verre foncé	4 583,2	2 717,8	2 132,0
Bières	6 066,4	8 356,4	6 785,0
Savons	3 122,2	3 216,5	2 388,5
Farine de blé	4 420,5	12 435,3	8 815,8
EXPORTATIONS TOTALES	**95 393,8**	**214 930,0**	**256 488,0**

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

D'un trimestre à l'autre, les exportations en valeur ont augmenté de 19,3%, suite principalement à l'augmentation des exportations de l'or (+33.856,1 MBIF) et du café (+19.979,6 MBIF) au premier trimestre 2025.

En volume, les exportations totales se sont repliées de 29,7% d'un trimestre à l'autre. Ce repli est attribuable à la baisse du volume des exportations des produits primaires (-39,0%) mais également des produits manufacturés (-23,2%), notamment la farine de blé (-32,2%) et les bières (-21,1%).

2.2.1.2. Evolution des importations

En glissement annuel, les importations du premier trimestre 2025 sont ressorties à 829.275,9 contre 749.650,7 MBIF, soit une progression de 10,6% imputable à l'augmentation des acquisitions de biens de production (25,4%) et de consommation (+12,0%), modérée toutefois par le repli des acquisitions de biens d'équipement (-20,2%) notamment les chaudières, engins mécaniques (-29,5%), le Matériel électrique (-27,5%) et tracteurs, véhicules et engins/transport (-13,1%).

Au niveau des importations de biens de production, l'augmentation a principalement porté sur les biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+231,1%), reflétant les efforts du Pays en matière de développement du secteur agropastorale conformément au Plan National de Développement 2018-2027. Par contre, les importations des huiles minérales (-25,0%), de biens de production métallurgique (-17,6%) et ceux destinés à la construction (-10,5%) ont baissé.

Quant aux importations des biens de consommation, leur progression a principalement concerné les textiles (+94,2%). En revanche, les importations des biens alimentaires (-6,8%), biens pharmaceutiques (-3,5%) et véhicules (-3,1%) ont baissé.

En termes de volume, les importations totales ont augmenté, se situant à 370.202,4 contre 358.270,1 tonnes, en liaison avec l'accroissement du volume des importations de biens de production (+4,2%) et ceux de consommation (+3,4%). Par contre, le volume des importations de biens d'équipement a baissé de 11,8%, passant de 15.145,9 à 13.365,5 tonnes.

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T1-2024	T4-2024	T1-2025
1. Biens de production	**316 990,7**	**317 163,0**	**397 603,1**
dont: Huiles minérales	126 677,9	85 310,8	94 978,8
Métallurgie	33 512,8	25 697,7	27 619,2
Alimentation	39 392,7	51 177,9	43 181,7
Construction	40 376,3	42 121,2	36 149,3
Agriculture et élévage	42 062,1	58 369,3	139 264,8
2. Biens d'équipement	**164 185,0**	**147 103,4**	**130 976,1**
dont: Chaudières ,engins mécaniques	49 758,1	36 515,4	35 090,9
Pièces et outillages	16 471,5	15 452,9	14 312,0
Matériel électrique	48 464,4	33 477,7	35 143,7
Tracteurs,véhicules et engins/ transport	36 457,9	36 929,8	31 684,9
3. Biens de consommation	**268 475,0**	**322 895,8**	**300 696,7**
dont: Alimentaires	111 808,1	85 280,9	104 243,7
Pharmaceutiques	29 594,7	25 065,3	28 572,5
Véhicules	31 484,2	36 941,9	30 497,8
Textiles	14 765,3	24 910,7	28 668,6
IMPORTATIONS TOTALES	**749 650,7**	**787 162,1**	**829 275,9**

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les importations totales ont augmenté en valeur (+5,4%), tirées par les biens de production (+25,4%). Par contre, les importations de biens d'équipement et de consommation ont reculé de 11,0% et de 6,9%, respectivement.

L'évolution haussière des importations des biens de production est principalement en lien avec l'augmentation des importations des biens de production destinés à l'agriculture et l'élevage (+138,6%) et les huiles minérales (+11,3%). Par contre, les importations de biens de production destinés à l'alimentation et à la construction ont fléchi de 15,6% et de 14,2%, respectivement.

S'agissant de biens de consommation, leur recul est principalement dû au repli des importations des textiles (-17,4%).

Quant aux biens d'équipement, leur repli a concerné les pièces et outillages (-7,4%), les tracteurs, véhicules et engins de transport (-14,2%) et autres biens d'équipement (-40,4%). Par contre, les importations de matériel électrique ont augmenté de 5,0%, s'établissant à 35.143,7 contre 33.477,7 MBIF au quatrième trimestre 2024.

En volume, les importations se sont accrues de 13,2% d'un trimestre à l'autre, s'élevant à 370.202,4 contre 334.171,7 tonnes. Cet accroissement a uniquement porté sur les biens de consommation (+28,2%) et les biens de production (+9,1%). Par contre, la quantité importée de biens d'équipement a diminué de 4,2%, notamment les pièces et outillages (-7,6%) et les tracteurs, véhicules et engins de transport (-8,7%).

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du premier trimestre 2025 fait ressortir un allègement du déficit du compte des transactions courantes (-241.115,6 contre -387.906,6 MBIF) au même trimestre de l'année 2024. Cet allégement résulte essentiellement de l'atténuation du déficit du compte de biens et services (-608.770,5 contre -692.140,3 MBIF), combiné à l'accroissement de l'excédent structurel du compte des revenus secondaires (379.253,8 contre 311.593,3 MBIF). Par contre, le déficit du compte de revenus primaire s'est creusé davantage, se fixant à 11.598,9 MBIF contre 7.359,6 sous l'effet de la détérioration du poste des revenus des investissements (-29,336.5 contre -23,153.6 MBIF).

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 56.083,7 contre 201.143,9 MBIF au même trimestre de l'année précédente, soit un recul de 72,1%, imputable à la diminution des transferts de capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T1-2024	T4-2024	T1-2025
COMPTE COURANT	**-387 906,6**	**-243 396,7**	**-241 115,6**
Crédit	540 000,3	806 426,7	842 669,4
Débit	927 906,9	1 049 823,4	1 083 785,0
Biens	**-536 758,5**	**-451 919,9**	**-475 977,0**
Exportations FOB	117 683,8	271 275,8	290 686,3
Importations FOB	654 442,3	723 195,8	766 663,3
Services	**-155 381,8**	**-197 155,6**	**-132 793,5**
Crédit	74 021,1	85 277,6	127 480,4
Débit	229 402,9	282 433,2	260 273,9
Revenus primaires	**-7 359,6**	**-7 789,4**	**-11 598,9**
Crédit	23 000,8	22 560,9	22 620,1
Débit	30 360,5	30 350,3	34 219,0
Revenus secondaires	**311 593,3**	**413 468,4**	**379 253,8**
Crédit	325 294,6	427 312,5	401 882,6
Débit	13 701,3	13 844,1	22 628,8
COMPTE DE CAPITAL	**201 143,9**	**99 997,5**	**56 083,7**
Crédit	201 172,4	100 307,1	56 176,7
Débit	28,5	309,6	93,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	**-186 762,66**	**-143 399,20**	**-185 031,88**
COMPTE FINANCIER			
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)	**-203 506,39**	**135 733,94**	**-227 752,20**
Investissements directs	**-23 361,6**	**-6 332,3**	**-20 365,5**
Acquisition nette d'actifs financiers	2 305,5	15 565,0	5 828,9
Accroissement net de passifs	25 667,1	21 897,3	26 194,4
Investissements de portefeuille	**-8 783,4**	**-9 019,8**	**-14 150,3**
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	12,2	0,0
Accroissement net de passifs	8 783,4	9 032,1	14 150,3
Dérivés financiers et options sur titres	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	**-323 153,3**	**-57 228,1**	**-74 654,4**
Acquisition nette d'actifs financiers	-9 337,5	86 847,2	111 530,5
Accroissement net de passifs	313 815,9	144 075,3	186 185,0
DROITS DE TIRAGES SPECIAUX (allocations DTS)	0,0	0,0	0,0
Avoirs de réserve	**151 792,0**	**208 314,1**	**-118 582,0**
Erreurs et omissions	**-16 743,7**	**279 133,1**	**-42 720,3**

Source : BRB

L'atténuation du déficit du compte des services est principalement imputable à l'augmentation des excédents dégagés par les postes « Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a » (62.861,5 contre 21.901,6 MBIF), combinés à l'atténuation du déficit du poste « Services de construction » (-3.361,6 contre -16.547,6 MBIF). Par contre, les déficits des postes

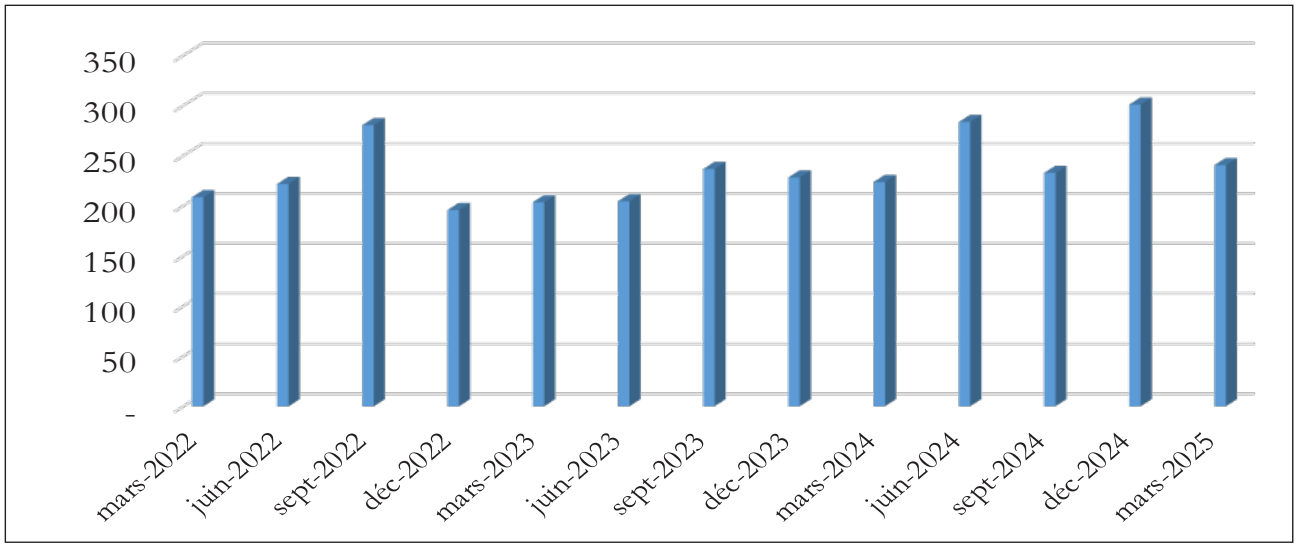
«Services de Transports» (-151.469,2 contre -145.332,5 MBIF), « Services de télécommunications, d'informatique et d'information » (-18.656,2 contre 7.112,7 MBIF) et de Voyages (-23.584,0 contre -19.227,4 MBIF) se sont davantage creusés.

L'excédent structurel du compte du revenu secondaire est passé de 311.593,3 MBIF au premier trimestre 2024 pour se situer à 379.253,8 MBIF au trimestre sous revue, soit une progression de 21,7%. Cette évolution croissante est principalement imputable à la hausse des transferts au profit du secteur privé (363.402,9 MBIF, après 299.524,8 MBIF) au même trimestre de 2024, soit une augmentation de 21,3%.

Le déficit du compte financier s'est aggravé au premier trimestre 2025, atteignant 227.752,2 contre un déficit de 203.506,4 MBIF à la même période de 2024. Ce résultat est principalement dû à l'élargissement du déficit des investissements de portefeuille (-14.150,3 contre -8.783,4 MBIF). En conséquence, les avoirs de réserves ont diminué de 118.582,0 MBIF au premier trimestre 2025 alors qu'elles avaient augmenté de 151.792,0 MBIF au premier trimestre 2024.

Les paiements effectués vers l'étranger via le système bancaire ont augmenté de 7,5% au premier trimestre 2025, s'établissant à 240,50 contre 223,67 millions USD au même trimestre de l'année précédente. En revanche, par rapport au trimestre précédent, ils ont baissé de 20,10%.

Graphique 5 : Evolution des transferts émis vers l'étranger (en MBIF)



Source : BRB

2.3. Finances et dette publiques

2.3.1. Finances publiques

Au premier trimestre 2025, le solde budgétaire a dégagé un déficit de 143.987,9 MBIF contre un excédent budgétaire de 19.499,7 MBIF à la période

correspondante de 2024. Ce déficit est en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses (26,0%) que des recettes totales (2,9%).

En glissement annuel, les recettes courantes ont augmenté de 32,0% au premier trimestre 2025, s'élevant à 695.622,6 contre 526.846,2 MBIF, en liaison avec l'augmentation des recettes fiscales (39,8%), alors que les recettes non fiscales ont diminué de 1,7%. Les dons en capital ont diminué de 72,5%, s'établissant à 56.097,4 contre 203.767,5 MBIF au premier trimestre 2024.

En glissement trimestriel, les recettes courantes se sont améliorées de 29,0% en relation avec l'accroissement des recettes fiscales (+129.993,0 MBIF) et non fiscales (+26.570,7 MBIF) suite à l'accroissement important des impôts sur les revenus des sociétés (+117,5%). Les dons en capital ont diminué de 43.441,3 MBIF.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	1er Trim.2024	4ème Trim.2024	1er Trim.2025
A. RECETTES ET DONS	**730 613,7**	**638 597,6**	**751 720,0**
a. Recettes courantes	526 846,2	539 058,9	695 622,6
b. Dons en capital	203 767,5	99 538,7	56 097,4
B. DEPENSES	**711 114,0**	**704 408,4**	**895 707,9**
a. Dépenses courantes	388 813,7	477 174,7	542 243,2
Salaires	207 996,8	246 978,3	264 807,7
b. Dépenses en capital	322 300,3	227 233,7	353 464,7
Sur ressources nationales	102 206,3	123 505,5	292 474,1
Sur prêts et dons extérieurs	220 094,0	103 728,3	60 990,6
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base engagement)	**19 499,7**	**-65 810,9**	**-143 987,9**
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	**-68 028,6**	**371 470,8**	**8 341,2**
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	11 190,7	-7 676,3	-5 332,3
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	-79 219,3	379 147,1	13 673,5
D. Erreurs et omission	**48 528,9**	**-305 659,9**	**135 646,7**

Source : MFBPE

En glissement annuel, les dépenses totales ont augmenté de 26,0% au premier trimestre 2025, s'établissant à 895.707,9 contre 711.114,0 MBIF. Cette augmentation a porté sur les dépenses d'achats de biens et services (+26.399,8 MBIF), les subventions et autres transferts (+59.468,1 MBF), les dépenses en capital (+31.164,4 MBIF) ainsi que les salaires (+56.811,0 MBIF) consécutivement à la mise en œuvre de la politique salariale équitable.

Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont augmenté de 27,2%, en liaison principalement avec la hausse des dépenses en capital sur les ressources nationales (+168.968,7 MBIF) et les subventions et autres transferts (+28.401,4 MBIF).

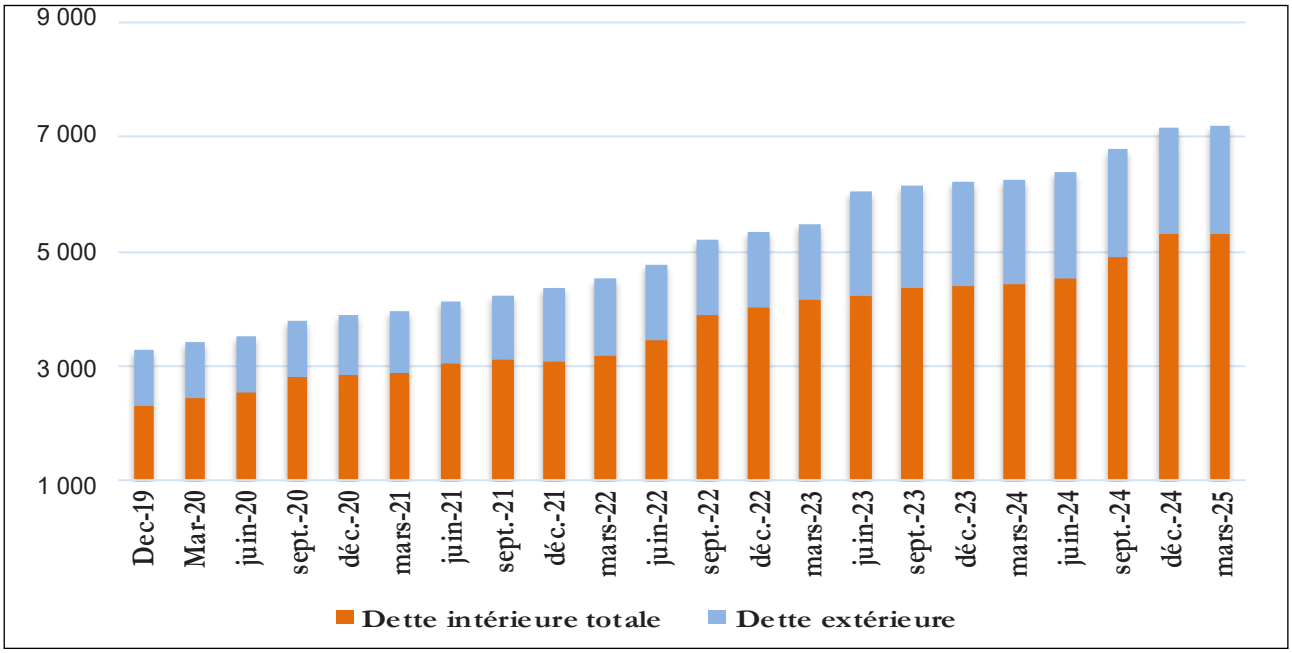
2.3.2. Dette publique

En glissement annuel, la dette publique totale s'est accrue de 14,9% au premier trimestre 2025, s'établissant

à 7.196,5 contre 6.261,4 Mrds de BIF, suite principalement à l'accroissement de la dette intérieure (+20,3%) et, dans une moindre mesure, de la dette extérieure (+2,1%). Par rapport à fin décembre 2024, l'encours de la dette a légèrement augmenté de 0,5% suite à l'augmentation de la dette intérieure (+0,4%) et de la dette extérieure (+0,8%).

Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 42,3 contre 45,7% à la même période de l'année précédente. Ce niveau est dans la limite du plafond de 50% du PIB, convenu dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source: BRB à partir des données du MFBPE

D'un an à un autre, la dette intérieure a augmenté de 20,3% à fin mars 2025, s'établissant à 5.307,7 contre 4.411,9 Mrds de BIF et s'est légèrement accrue de 0,4% par rapport à fin décembre 2024. Composée essentiellement créances de la Banque Centrale (48,4%) et des titres du Trésor (49,5%), la dette intérieure représente 73,8% de la dette publique totale à fin mars 2025.

La dette extérieure s'est accrue de 2,1% en glissement annuel, se fixant à 1.888,8 contre 1.849,5 Mrds de BIF, en liaison avec les nouveaux tirages (40.565,8 MBIF) et les plus-values de réévaluation (34.008,7 MBIF), partiellement contrebalancés par l'amortissement de la dette (35.258,6 MBIF).

Le service de la dette extérieure s'est établi à 13.477,9 contre 6.412,7 MBIF au premier trimestre 2024. Son ratio par rapport aux exportations des biens et services est de 4,57 contre 7,6% à la même période de l'année 2024.

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêt

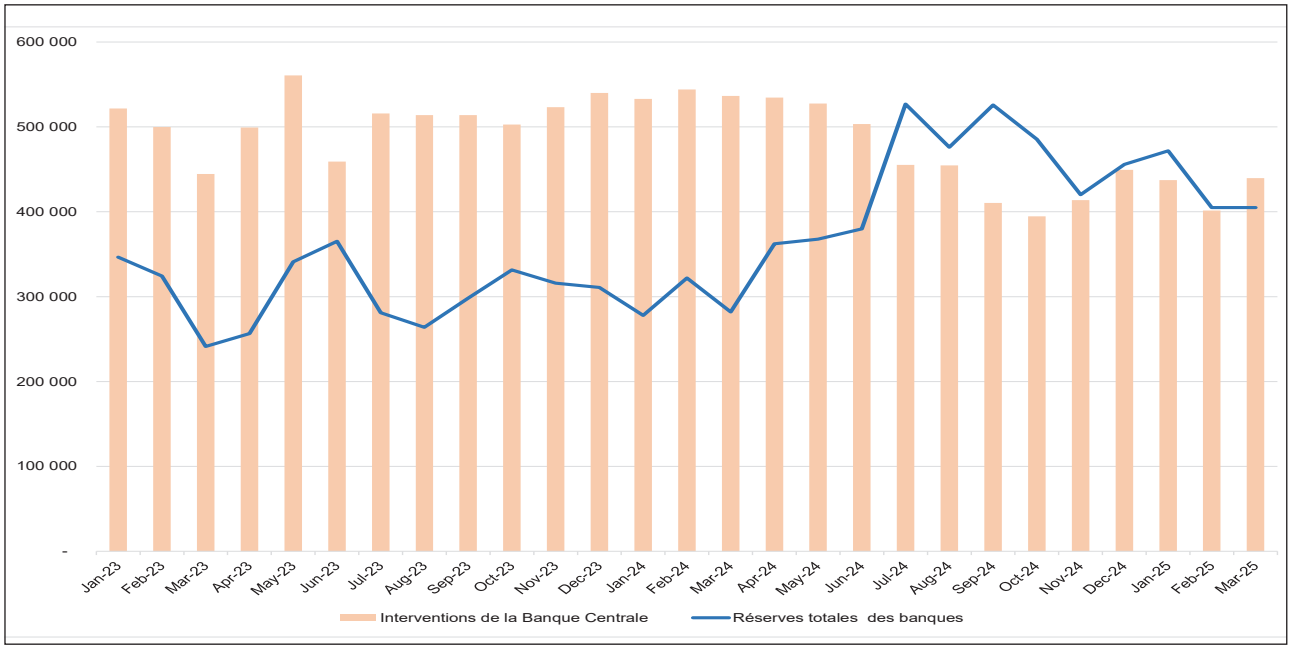
- **Réserves des banques**

Les réserves des banques en BIF ont diminué à fin mars 2025 par rapport à fin décembre 2024, s'établissant à 405.031,3 contre 471.702,1 MBIF tandis qu'elles ont augmenté par rapport à son niveau à fin mars de l'année précédente qui était de 282.085,4 MBIF.

Ces réserves comprennent l'encours du refinancement de la Banque Centrale aux banques commerciales en faveur des secteurs porteurs de croissance qui a augmenté, se fixant à 439.623,40 contre 449.483,40 MBIF à fin du trimestre précédent, tout en diminuant par rapport à 536.533,4 MBIF enregistrés à fin mars 2024. Les réserves des banques à fin mars 2024 renferment également l'encours de facilité de prêt marginal qui s'élevait à 848,4 MBIF.

Au cours de la période sous analyse, la BRB n'a pas intervenu sur le marché monétaire d'apport ou de reprise normal de liquidité, en vue d'encourager le dynamisme du marché interbancaire dont le volume total échangé a été, de 1.027, 0 Mrds de BIF au premier trimestre 2025 contre 409,2 Mrds de BIF au trimestre précédent et 1.050,4 Mrds de BIF au premier trimestre de 2024.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

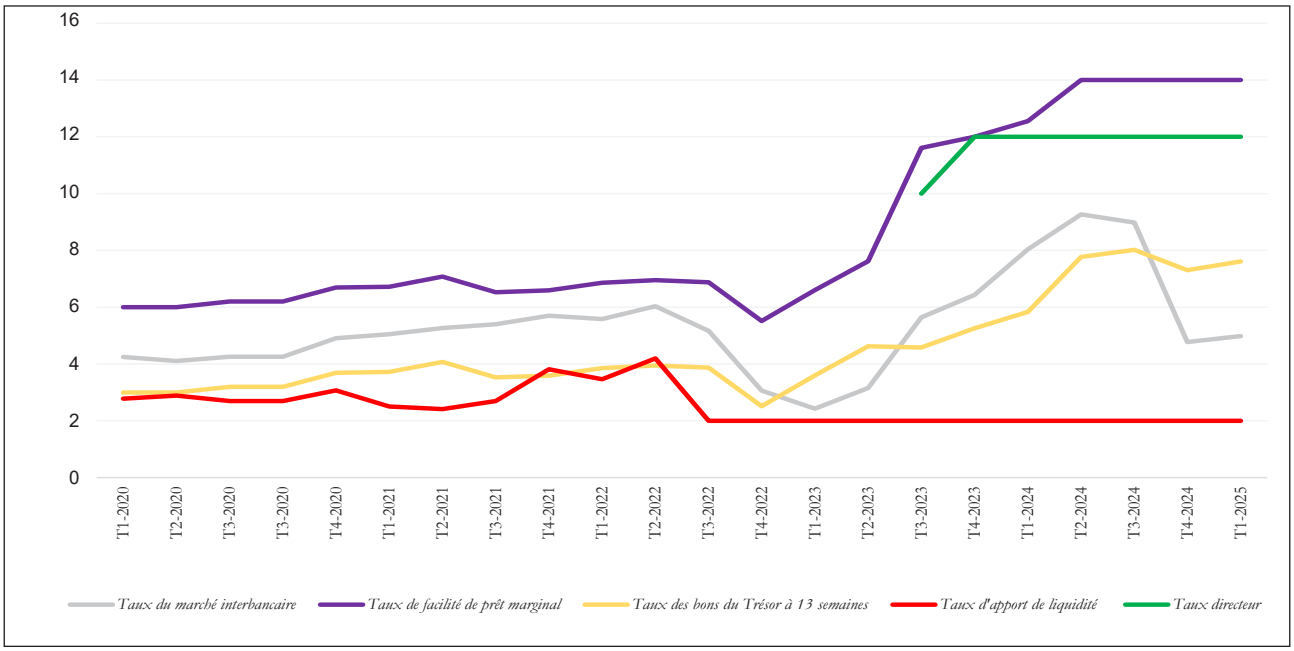
- **Taux d'intérêt du marché monétaire**

Au premier trimestre 2025, la BRB a maintenu le taux directeur à 12%, estimant que les pressions inflationnistes persistent. En conséquence, le taux de facilité de prêt marginal s'est fixé à 14% ce dernier étant obtenu par majoration du taux directeur de 2 points de pourcentage.

Ce niveau de taux de directeur devrait aussi servir de taux minimum pour les opérations d'apport normal de liquidité, bien qu'aucune opération n'a été effectuée au cours de la période sous analyse en termes de reprise ou d'apport normal de liquidité au cours de la période sous analyse, en vue d'encourager le dynamisme du marché interbancaire. Les banques en besoin pressant de liquidité pouvaient recourir à la facilité de prêt marginal. Le taux des opérations d'apport de liquidité dans le cadre de la politique de refinancement spécial dédié aux secteurs porteurs de croissance est resté fixé à 2,00%.

Les autres taux du marché monétaire ont augmenté par rapport au quatrième trimestre 2024. En effet, le taux moyen pondéré du marché interbancaire est passé de 4,77 à 4,98% et celui des bons du Trésor à 13 semaines est passé de 7,30 à 7,61%.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Source : BRB

- **Taux d'intérêt du secteur bancaire**

Les taux d'intérêt du secteur bancaire ont globalement augmenté au premier trimestre 2025.

En moyenne trimestrielle, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur s'est établi à 13,69% au premier trimestre 2025, contre 13,67% au quatrième trimestre 2024.

Cette hausse du taux débiteur a porté uniquement sur les crédits à court terme (15,19 contre 14,95%) tandis que les taux sur les crédits à moyen terme (12,67 contre 12,71%) et à long terme (11,84 contre 12,08%) ont baissé.

A fin de période, il s'est fixé à 13,89 à fin mars 2025 contre 13,70% à fin décembre 2024. Cette hausse a porté sur l'encours des crédits à court terme (15,38 contre 14,99%) et à long terme (12,17 contre 11,99%) tandis que les crédits à moyen terme ont baissé (12,70 contre 12,75%).

Tableau 11 : Taux d'intérêts moyens pondérés débiteurs et créditeurs (sur encours)

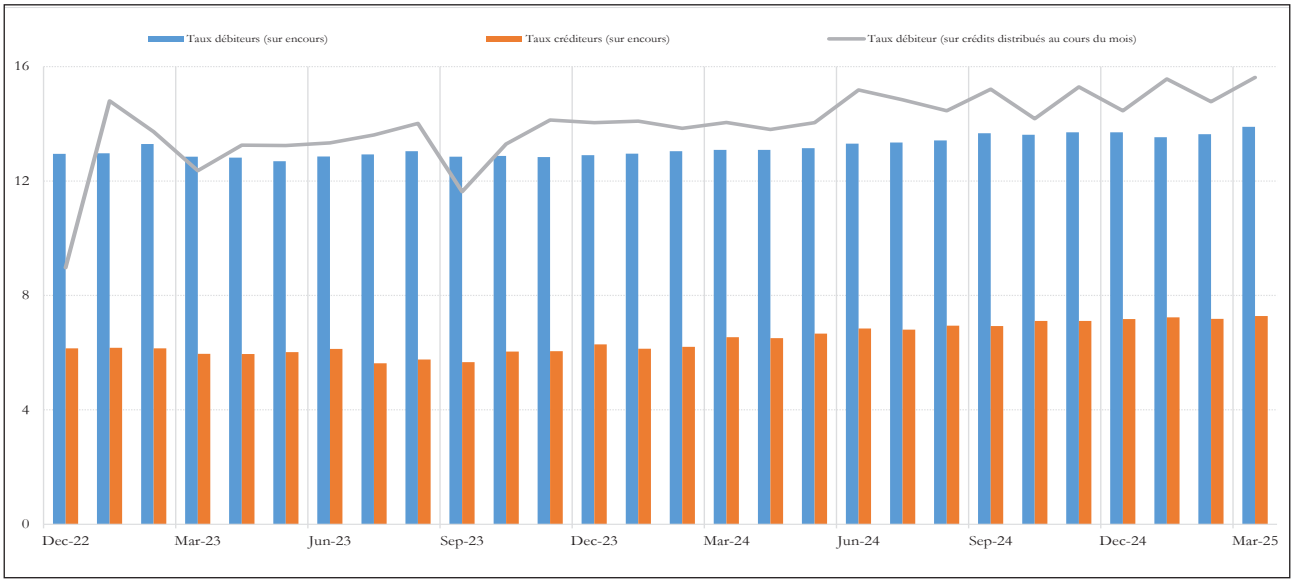
Taux moyens pondérés débiteurs à fin de période			
	Mars 2024	Déc 2024	Mars 2025
Court terme	14,44	14,99	15,38
Moyen terme	12,26	12,75	12,70
Long terme	11,71	11,99	12,17
Moyenne générale	**13,09**	**13,70**	**13,89**

Taux moyens pondérés créditeurs à fin de période			
	Mars 2024	Déc 2024	Mars 2025
Dépôts à vue	4,74	4,99	6,31
Comptes sur livrets	5,25	5,06	5,08
Dépôts à terme	6,65	7,27	7,31
Moyenne générale	**6,54**	**7,18**	**7,28**

Source : BRB

Le taux d'intérêt sur les crédits distribués au premier trimestre 2025 a augmenté, en moyenne trimestrielle, par rapport au trimestre précédent (15,32 contre 14,66%). A fin mars 2025, il s'est établi à 15,62% contre 14,46 à fin décembre 2024.

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteur et créditeur moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen pondéré créditeur a augmenté au premier trimestre 2025, pour s'élever à 7,23%, en moyenne trimestrielle, contre 7,13% au quatrième trimestre de 2024.

Cette augmentation est tirée par la rémunération des dépôts à vue (6,06 contre 5,21%) et des dépôts à terme (7,27 contre 7,20%); le taux aux comptes sur livrets s'étant stabilisé à 5,05%, en moyenne sur les deux trimestres.

2.4.2. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a baissé de 8,4% au premier trimestre 2025, tandis qu'elle a augmenté de 49,2%, en glissement annuel. Elle s'est établie à 2.052,9 Mrds de BIF à fin mars 2025 contre 2.240,9 Mrds à fin décembre et 1.375,6 Mrds de BIF à fin mars 2024. Cette baisse trimestrielle est principalement tirée par une diminution de 14,1% des créances nettes sur l'administration centrale à travers le remboursement des avances de l'Etat partiellement contrebalancé par la hausse des autres créances de 43,3%. Les créances nettes sur l'administration centrale ont contribué de -11,3 points de pourcentage à la baisse de la base monétaire tandis que les autres créances ont contribué positivement de 9,8 points de pourcentage. Les avoirs extérieurs nets se sont détériorés de 26,4% et leur contribution à la baisse de la base monétaire a été de 6,4 points de pourcentage.

Tableau 12 : contribution à la croissance de la base monétaire (en %)

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	-6,4	-13,0
Avoirs intérieurs nets	-1,9	62.3
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	-11,3	55,7
Créances nettes les autres institutions de dépôts	-0,4	-7,1
Autres créances	9,8	49,2
Base monétaire = Contreparties	**-8,4**	**49,2**

Source : BRB

Les créances nettes sur l'administration centrale se sont établies à 1.551,6 Mrds de BIF à fin mars 2025, en baisse par rapport à 1.805,6 Mrds à fin décembre 2024 tandis qu'elles ont augmenté de 97,4% par rapport à leur niveau de 786,1 Mrds de BIF à fin mars 2024. En glissement trimestriel comme en glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont baissé, s'établissant à -692,7 contre -548,2 Mrds de BIF à fin décembre 2024 et -513,8 Mrds à fin mars 2024. Il en est de même pour les créances sur les autres institutions de dépôts, qui sont passées de 562,8 Mrds de BIF à fin mars 2024 à 474,9 Mrds à fin décembre 2024 avant de se fixer à 465,0 Mrds de BIF à fin mars 2025. Au contraire, les autres créances ont augmenté, s'établissant à 729,1 Mrds de BIF à fin mars 2025, contre 508,6 Mrds à fin décembre 2024 et 540,5 Mrds de BIF à fin mars 2024.

Tableau 13 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	mars-24	déc.-24	mars-25	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	706 584,1	1 172 577,5	1 195 546,9	2,0	69,2
Dépôts des autres institutions de dépôts	495 139,7	782 739,5	625 021,6	-20,1	26,2
Dépôts des autres sociétées financières	6 538,9	3 021,2	790,8	-73,8	-87,9
Dépôts divers	167 328,7	282 547,0	231 589,5	-18,0	38,4
Base monétaire = Contreparties	1 375 591,4	2 240 885,2	2 052 948,8	-8,4	49,2
Avoirs extérieurs nets	-513 773,5	-548 227,9	-692 738,1	-26,4	-34,8
Avoirs intérieurs nets	1 889 364,9	2 789 113,1	2 745 686,9	-1,6	45,3
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	786 081,2	1 805 579,6	1 551 627,4	-14,1	97,4
Créances sur les autres institutions de dépôts	562 757,6	474 859,2	464 999,2	-2,1	-17,4
Autres créances	540 526,1	508 674,3	729 060,3	43,3	34,9

Source : BRB

La baisse trimestrielle de la base monétaire a porté principalement sur les dépôts des banques commerciales (-20,1%) et des dépôts divers (-18,0%) tandis que les billets et pièces en circulation ont augmenté de 2,0%.

En glissement annuel, toutes les composantes ont augmenté que ce soit les dépôts des banques commerciales (26,2%), les dépôts divers (38,4%) et les billets et pièces en circulation (69,2%).

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

La masse monétaire (M3) s'est accrue de 2,4% au premier trimestre 2024 et de 30,2% en glissement annuel, passant de 5.258,7 Mrds à fin mars 2024 à 6.844,3 Mrds de BIF à fin mars 2025. Dans cette croissance, la contribution des avoirs intérieurs nets a été de 4,1 points de pourcentage en glissement trimestriel et de 37,2 points de pourcentage, en glissement annuel. Toutefois, les avoirs extérieurs nets y ont exercé un effet restrictif de 1,7 points de pourcentage en glissement trimestriel et de 7,1 points de pourcentage en glissement annuel. En effet, les avoirs extérieurs nets ont baissé, tant en glissement trimestriel (-7,8%) qu'en glissement annuel (-30,9%), passant de -1.201,1 à -1.572,6 Mrds de BIF sur les douze derniers mois.

Les créances nettes sur l'administration centrale se sont accrues de 0,5%, en glissement trimestriel et de 32,7%, en glissement annuel et leur contribution à la hausse de M3 a été de 0,3 et 17,7 points de pourcentage, respectivement. Elles se sont établies à 3.770,4 Mrds de BIF à fin mars 2025 contre 2.840,4 Mrds à fin mars 2024. Les créances sur l'économie ont progressé de 2,4% par rapport à leur niveau de fin décembre 2024 et de 24,4%, en glissement annuel, passant de 4.635,6 Mrds de BIF à fin mars 2024 à 5.768,1 Mrds de BIF à fin mars 2025. Leur contribution à la croissance de M3 a été de 2,0 points de pourcentage, en glissement trimestriel et de 21,5 points en glissement annuel. Les autres créances ont augmenté de 9,6% en glissement

trimestriel tandis qu'elles ont baissé de 10,4% en glissement annuel, passant de -1.016,1 à fin mars 2024 à -1.121,5 Mrds de BIF à fin mars 2025.

Leur contribution à la croissance de M3 a été de 1,8 points de pourcentage, trimestriellement et de -2,0 points annuellement.

Tableau 14 : Contribution des contreparties à la croissance de M3

	variation trimestrielle	variation annuelle
AEN	-1,7	-7,1
AIN	4,1	37,2
Crédit Intérieur	2,3	39,2
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	0,3	17,7
Créances sur l'économie	2,0	21,5
Autres postes nets	1,8	-2,0
M3	**2,4**	**30,2**

Source : BRB

Au niveau de ses composantes, la croissance trimestrielle de M3 s'est traduite principalement par l'augmentation des dépôts à vue (2,2%), des dépôts en devise des résidents (9,6%), des dépôts à terme et d'épargne (1,2%) et de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (0,9%).

Par rapport à fin mars 2024, les dépôts à vue ont augmenté de 33,5%, les dépôts en devise des résidents de 8,4%, les dépôts à terme et d'épargne de 13,6% et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts a augmenté de 77,6%.

Tableau 15 : Masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)

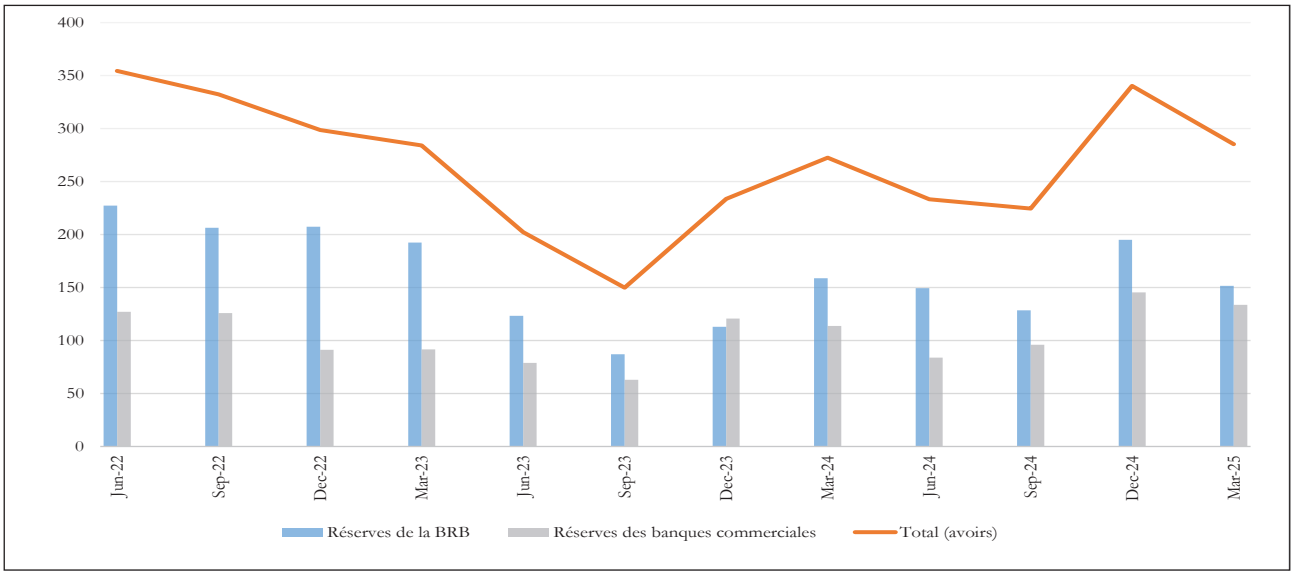
	mars-24	déc.-24	mars-25	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciare hors institutions de depoôts	594 035,4	1 045 417,9	1 054 753,2	0,9	77,6
Dépôts à vue	2 616 199,9	3 419 024,6	3 493 672,3	2,2	33,5
Dépôts à terme et d'epargne	1 446 052,7	1 623 035,3	1 642 615,4	1,2	13,6
Dépôts en devises des résidents	602 455,9	596 084,3	653 304,9	9,6	8,4
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	**5 258 743,9**	**6 683 562,1**	**6 844 345,8**	**2,4**	**30,2**
AEN	-1 201 144,7	-1 459 014,4	-1 572 611,9	-7,8	-30,9
AIN	6 459 888,6	8 142 576,5	8 416 957,7	3,4	30,3
Crédit Intérieur	7 476 017,0	9 383 126,0	9 538 454,8	1,7	27,6
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2 840 400,8	3 750 793,6	3 770 380,8	0,5	32,7
Créances sur l'économie	4 635 616,2	5 632 332,4	5 768 074,0	2,4	24,4
Autres postes nets	-1 016 128,4	-1 240 549,5	-1 121 497,1	9,6	-10,4

Source : BRB

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont baissé de 16,2% d'un trimestre à l'autre, tandis qu'ils se sont améliorés de 4,7%, en glissement annuel. Ils se sont établis à 285,2 MUSD à fin mars 2025 contre 340,3 MUSD à fin décembre 2024 et 272,4 MUSD à fin mars 2024.

Graphique 10 : Evolution des réserves internationales (en MUSD)



Source : BRB

La baisse trimestrielle des avoirs extérieurs a porté à la fois sur les avoirs de la BRB (-22,3%) et des banques commerciales (-8,0%) tandis qu'en glissement annuel, ceux des banques commerciales ont augmenté (+17,5%), ceux de la BRB ayant baissé de 4,5%.

Les avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale sont passés de 158,7 MUSD à fin mars 2024 à 195,0 MUSD à fin décembre 2024 et à 151,6 MUSD à fin mars 2025. Les réserves en monnaies étrangères des banques commerciales se sont établies à 133,6 MUSD à fin mars 2025 contre 145,3 et 113,7 MUSD à fin décembre et fin mars 2024, respectivement.

Les réserves officielles de change ont baissé de 22,4%, en glissement trimestriel et se sont presque stabilisées en glissement annuel (0,8%). Elles se sont établies à 148,6 MUSD contre 191,3 MUSD à fin décembre 2024 et 147,4 MUSD à fin mars 2024. Ces réserves couvrent 1,4 mois d'importations de biens et services à fin mars 2025 contre 1,6 mois à fin décembre 2024 et 1,3 mois à fin mars 2024. Ce niveau de couverture reste inférieur à la norme fixée dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA de 4,5 mois d'importations de biens et services.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

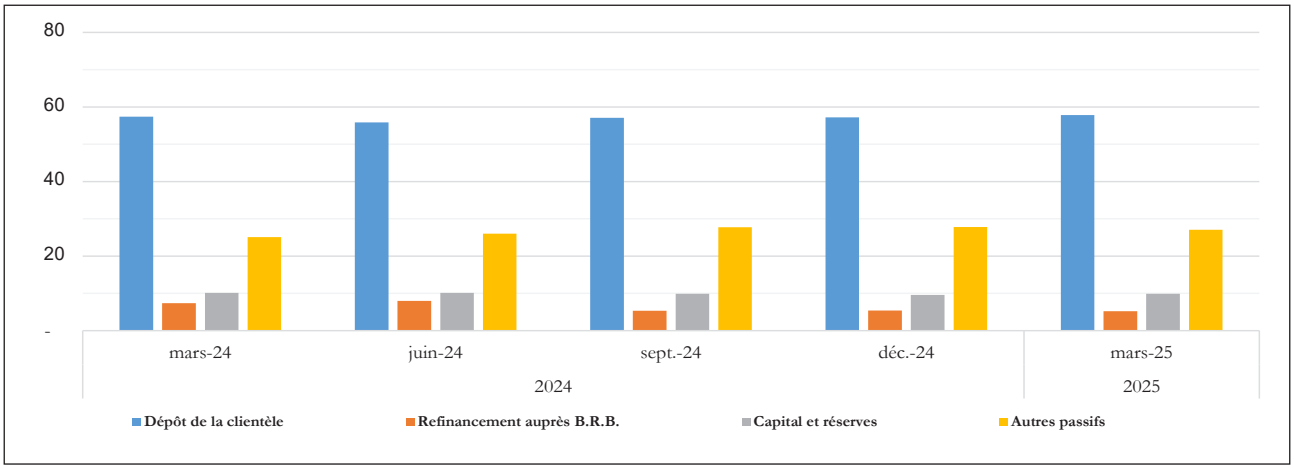
A la fin du premier trimestre de 2025, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 16,8% en glissement annuel et de 4,5% en glissement trimestriel, entrainé par l'accroissement des dépôts de la clientèle. Par rapport à l'emploi, les crédits à l'économie ont également augmenté. Toutefois, le ratio de solvabilité a baissé sur un an.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 17,7% à fin mars 2025, s'établissant à 5.525,6 contre 4.694,3 Mrds de BIF à la période correspondante de l'année précédente. A contrario, les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont baissé de 17,1% en glissement annuel, s'établissant à 500,8[3] Mrds de BIF à fin mars 2025 contre 604,2 Mrds de BIF à la période correspondante en 2024. D'une fin de trimestre à une autre, les dépôts de la clientèle et les refinancements des établissements de crédit auprès de la BRB ont augmenté de 5,5% et 1,2%, respectivement.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)



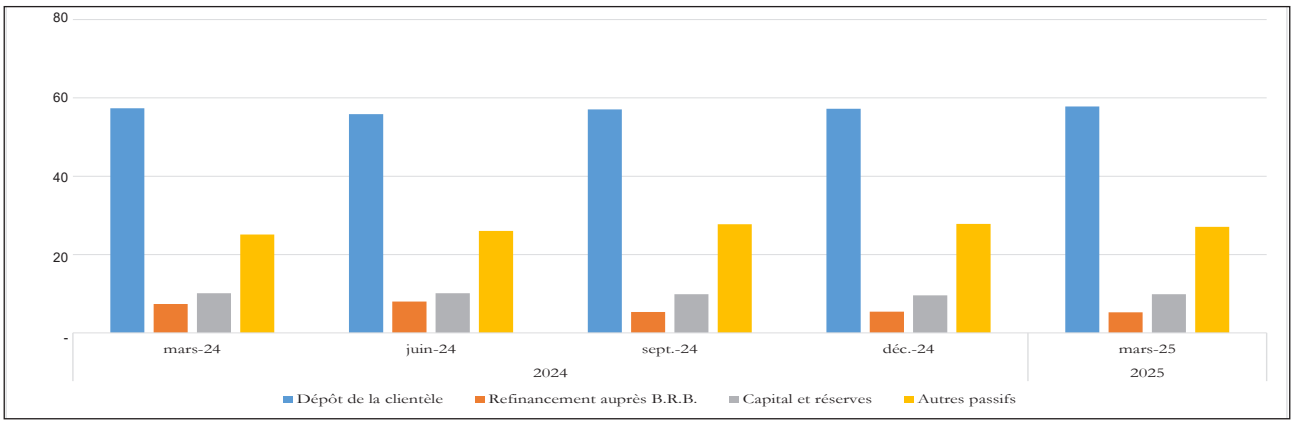
Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 22,5% en glissement annuel, s'établissant à 4.727,5 contre 3.859,9 Mrds de BIF à fin mars de 2024. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté de 2,3%. Le montant des Bons et Obligations du Trésor a augmenté de 12,7% en glissement annuel, s'établissant à 2.166,7 Mrds à fin mars 2025 contre 1.922,7 Mrds de BIF à la période correspondante en 2024. De même, par rapport à fin décembre 2024, ils ont augmenté de 14,2%.

3 Cette valeur comprend les intérêts courus non payés.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



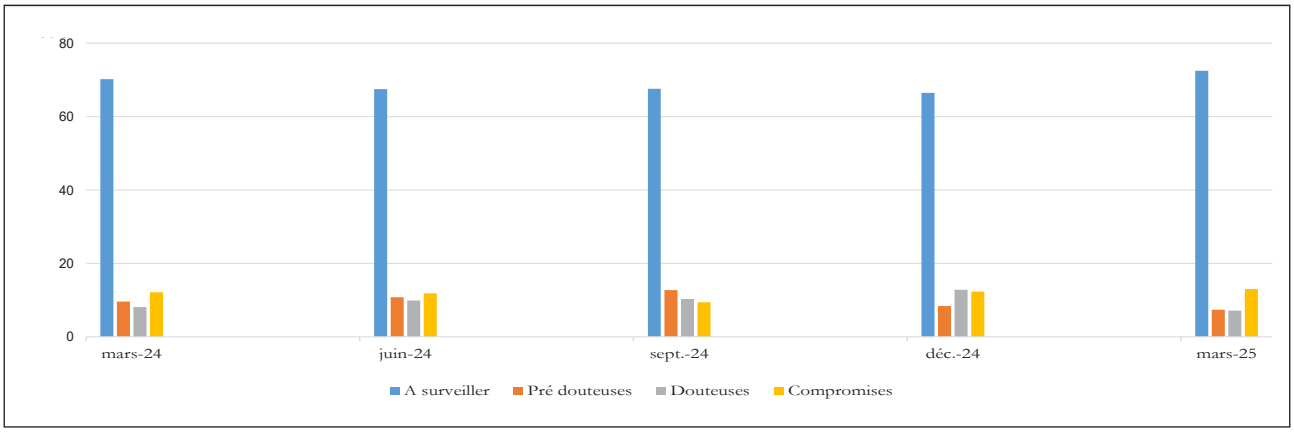
Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les prêts non performants[4] ont augmenté de 35,5% en glissement annuel et de 10,0% en glissement trimestriel. Elles se sont établies à 187,1 Mrds de BIF à fin mars 2025 contre 138,1 Mrds de BIF à la même période de 2024. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a diminué de 2,3 points de pourcentage sur une base annuelle et de 6,0 points de pourcentage sur une base trimestrielle, s'établissant à 27,5%. Les créances à surveiller se sont établies à 72,5% du total des prêts impayés à fin mars 2025 contre 70,2% à fin mars 2024.

Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)

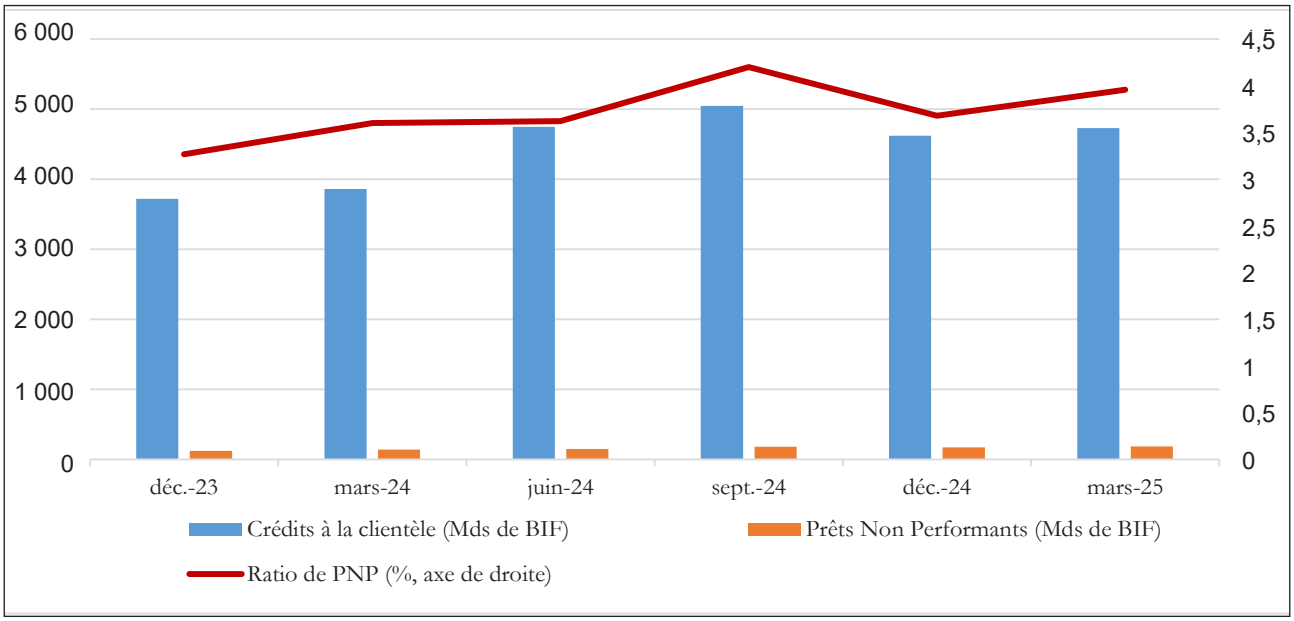


Source : BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille de crédits s'est légèrement détériorée, s'établissant à 4,0% à fin mars 2025 contre 3,6% à fin mars 2024 et 3,7% à fin décembre 2024.

4 Les créances non performantes englobent toutes les créances ayant plus de 90jrs d'impayés. Elles sont composées de créances pré-douteuses, douteuses et compromises.

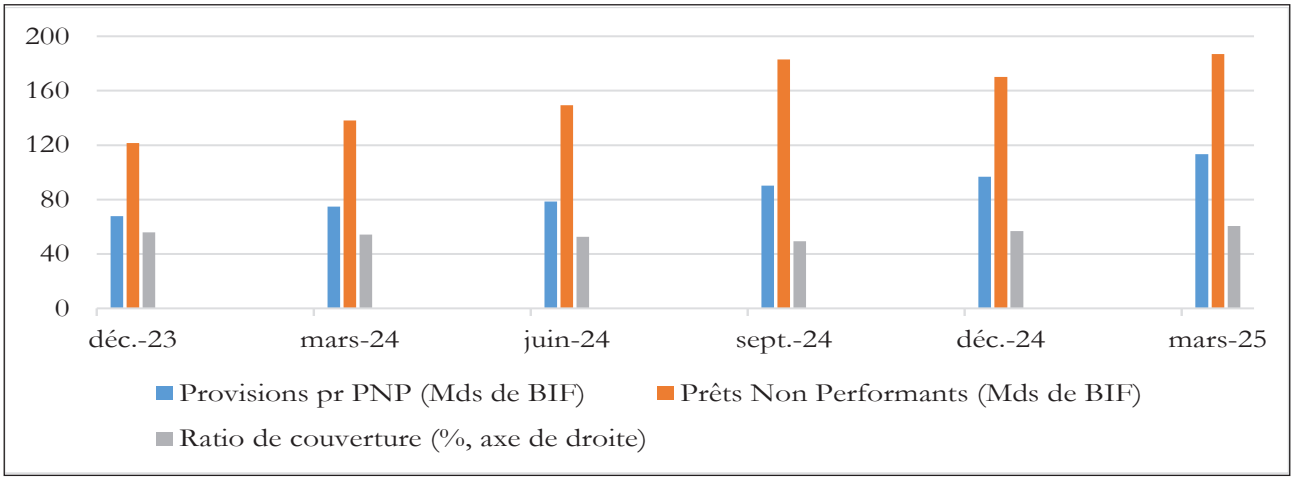
Graphique 14 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a augmenté, s'établissant à 60,6% à fin mars 2025 contre 54,2% à fin mars 2024. A fin décembre 2024, ce ratio était de 56,9%.

Graphique 15 : Provisions et taux de couverture (en %)



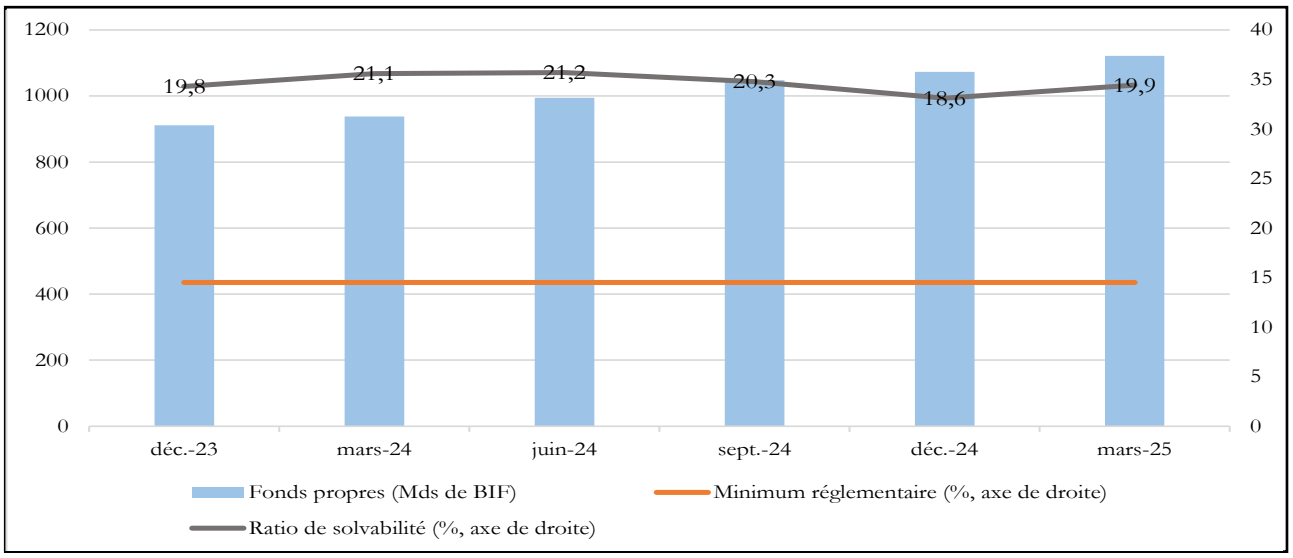
Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 19,6% en glissement annuel et de 4,5% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 1.121,4 Mrds de BIF à fin mars 2025 contre 937,8 Mrds de BIF à fin mars 2024 et 1.073,2 Mrds de BIF à fin décembre 2024.

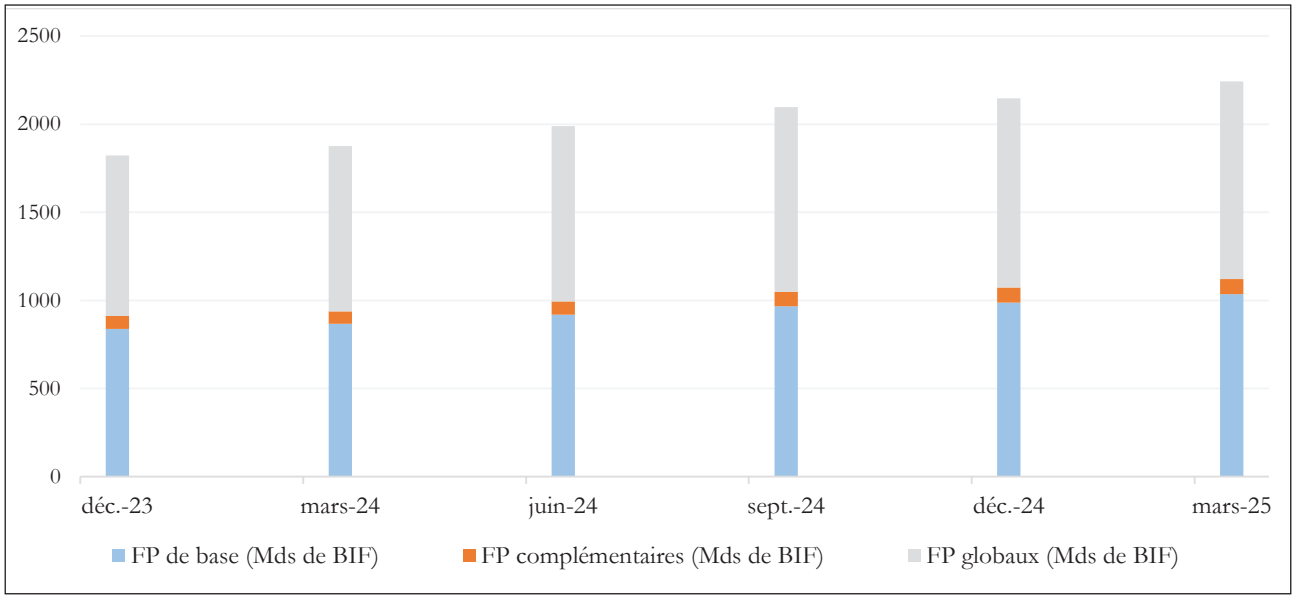
En glissement annuel, le ratio de solvabilité globale a diminué, s'établissant à 19,9% à fin mars 2025 contre 21,1% à fin mars 2024 et 18,6% à fin décembre 2024.

Graphique 16 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

Graphique 17 : Structure des fonds propres (en Mrds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 38,0% en glissement annuel, se fixant à 183,1 Mrds de BIF à fin mars 2025 contre 133,2 Mrds de BIF à fin mars 2024. De même, le résultat net a augmenté de 25%, se fixant à 61,1 contre 48,9 Mrds de BIF.

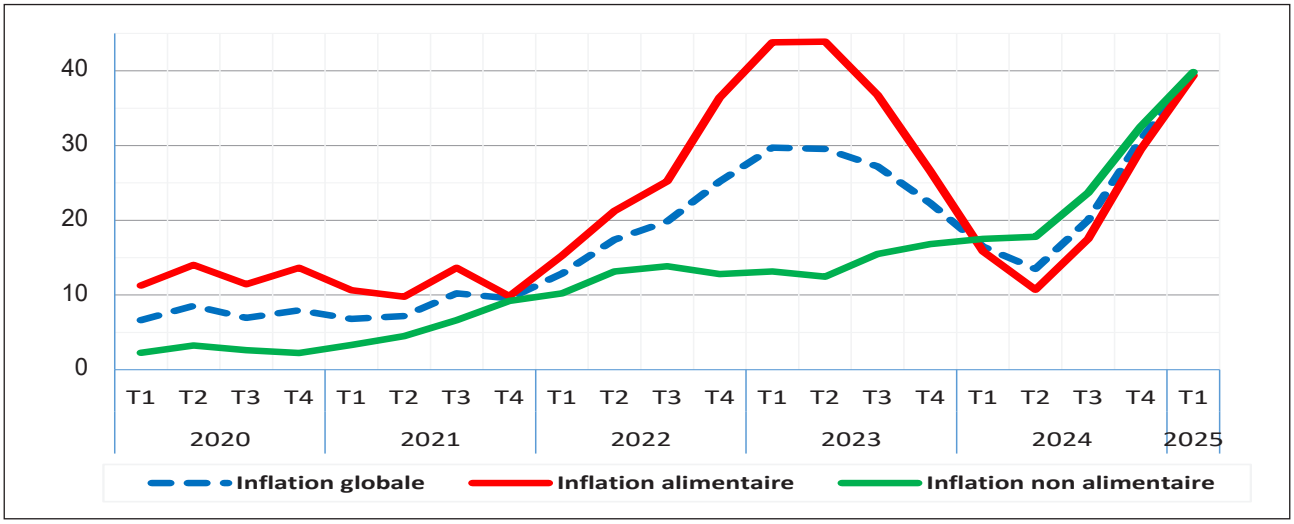
Les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont également augmenté, s'établissant respectivement à 0,64 et à 5,45% à fin mars 2025 contre 0,60 et 5,21% à fin mars 2024.

2.6. Evolution et perspectives d'inflation

2.6.1. Evolutions récentes

Les prix à la consommation ont fortement augmenté, en moyenne, au cours du premier trimestre 2025. Le taux d'inflation globale s'est établi à 39,5 contre 30,8% du trimestre précèdent. Cette augmentation est, à la fois, imputable à l'inflation alimentaire (39,4 contre 29,4%) et non alimentaire (39,8 contre 32,5%).

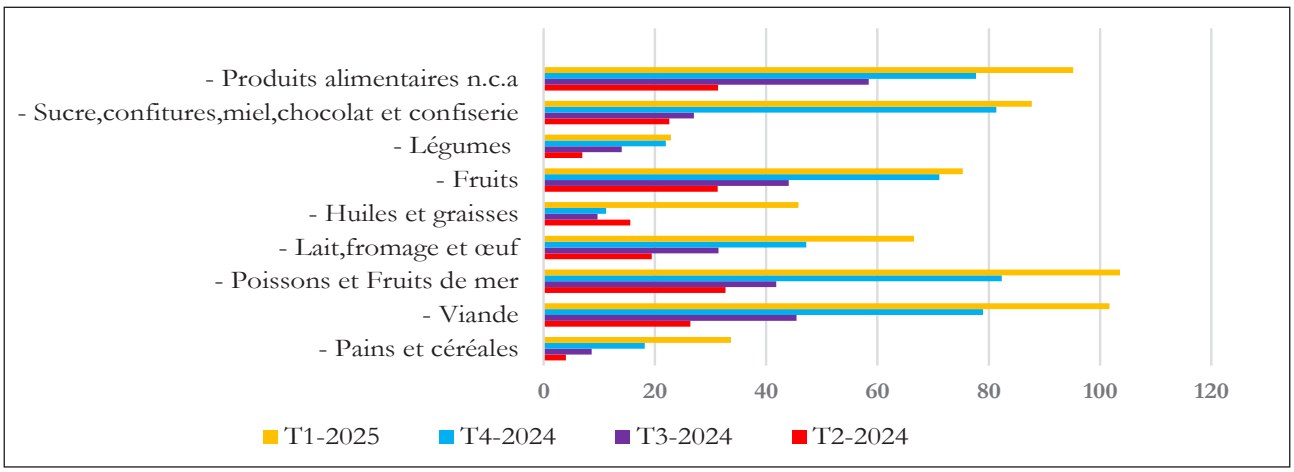
Graphique 18 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : : BRB, à partir des données de l'INSBU

L'augmentation de l'inflation alimentaire est essentiellement tirée par la hausse des prix des produits des sous rubriques: « pains et céréales » (33,7 contre 18,1%), « viande » (101,7 contre 79,0%), « poissons et fruit de mer » (103,6 contre 82,3%), « lait, fromage et œufs » (66,6 contre 47,2%), « huiles et graisses (45,8 contre 11,2%), « fruits » (75,3 contre 71,1%), «légumes » (20,8 contre 14,0%) et « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (87,8 contre 81,3%).

Graphique 19 : Inflation alimentaire par produit

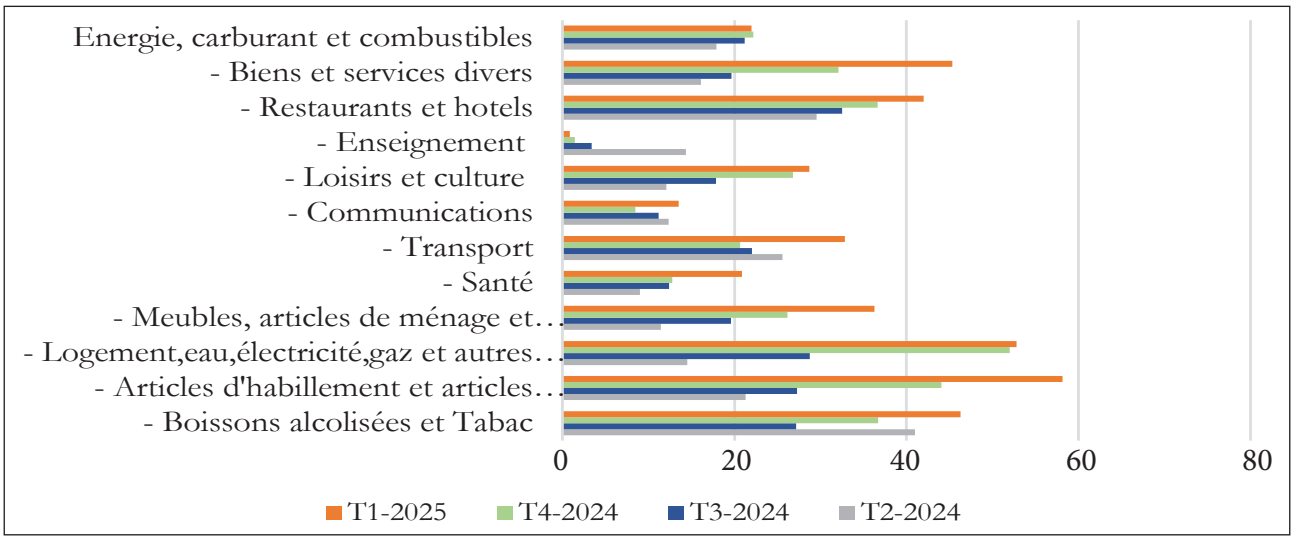


Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

L'augmentation de l'inflation non alimentaire est principalement expliquée par les prix des produits : « boissons alcoolisées et tabac » (46,3 contre 36,7%), « articles d'habillement et articles chaussants » (58,1 contre 41,1%), « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (36,3 contre 26,2%), « communication » (13,5 contre 8,5%), « restaurants et hôtels » (42,0 contre 36,6%) et « biens et services divers » (45,3 contre 32,1 %).

L'inflation de l'énergie, carburant et combustibles a baissé s'établissant à 22,0 contre 22,2% au trimestre précédent.

Graphique 20 : Inflation non alimentaire par produits



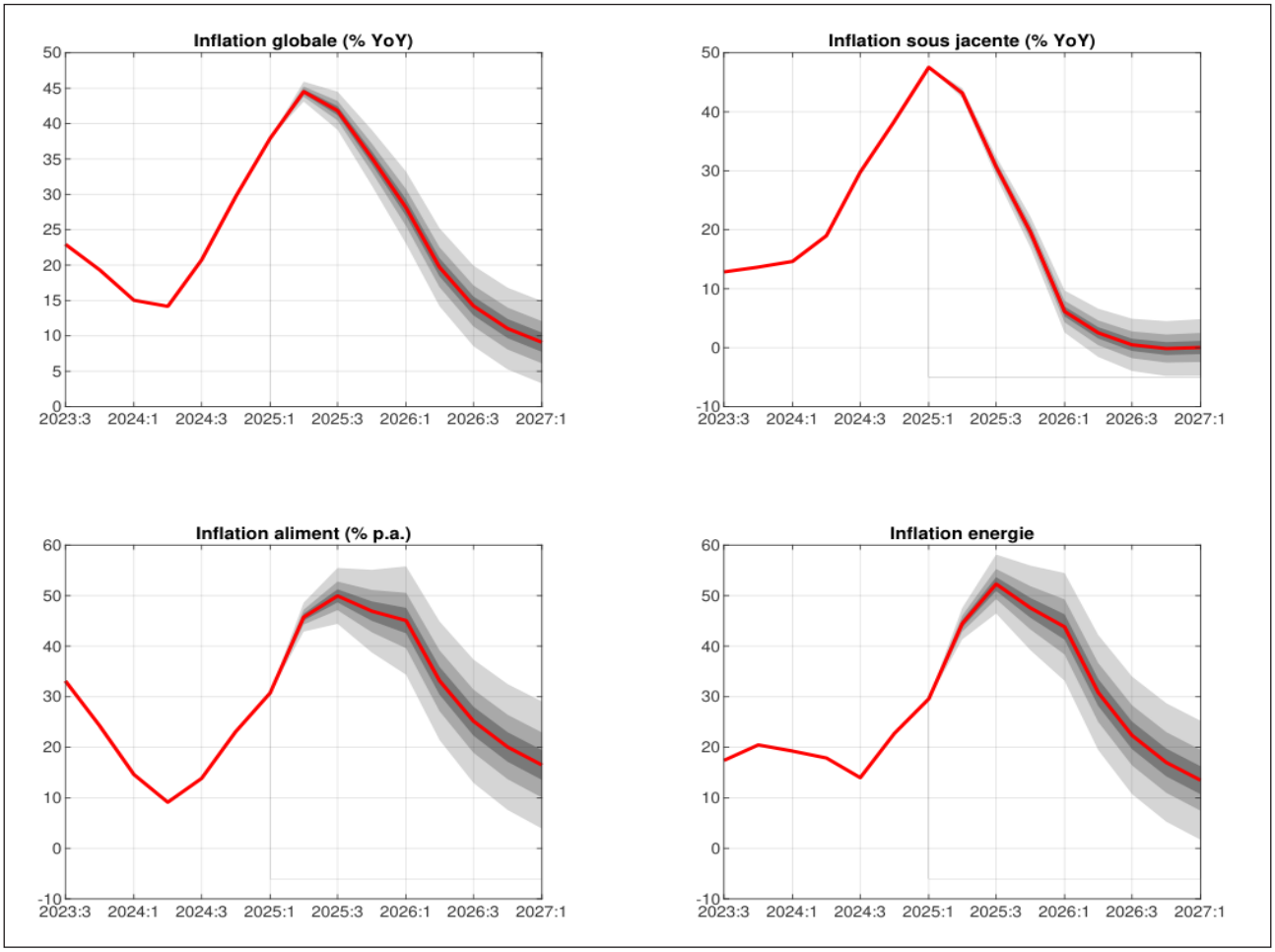
Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

Quant à l'inflation sous-jacente, elle a augmenté au cours du premier trimestre 2025, s'établissant à 45,8 contre 32,0% au trimestre précédent.

2.6.2. Perspectives d'inflation

L'inflation globale est attendue à 44,5% au deuxième trimestre 2025, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent de 39,6%. Cette progression reste fortement influencée par les prix des produits alimentaires (45,7%) et énergétiques (44,5%). Par ailleurs, l'inflation sous-jacente qui exclut les composantes volatiles telles que les produits alimentaires et énergétiques reste à un niveau préoccupant, bien qu'en légère baisse (43,2% au deuxième trimestre 2025 contre 47,6% au premier trimestre 2024). La persistance des tensions sur les prix, les anticipations inflationnistes et la dépréciation du taux de change réel expliquent cette dynamique. Des facteurs externes comme le durcissement des conditions financières mondiales ou une escalade des tensions commerciales pourraient accentuer les pressions inflationnistes à moyen terme.

Graphique 21 : Prévisions de l'inflation par composantes



MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Dans un contexte national qui reste marqué par des pressions inflationnistes et des perspectives économiques sujettes aux chocs internes et externes, la BRB va poursuivre la mise en œuvre des réformes de politique monétaire et de change visant la stabilité des prix et du système financier, tout en contribuant à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

A cet effet, la BRB décide de:

- Maintenir le taux directeur à 12%;
- Renforcer la coordination des politiques monétaire et budgétaire en vue d'assurer l'efficacité des instruments de politique monétaire ;
- Maintenir une communication régulière avec les acteurs économiques.

ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2020	2021	2022	2023	2024 (est)	2025(p)
Secteur primaire	**-16,2%**	**10,1%**	**-4,4%**	**3,1%**	**3,1%**	**3,7%**
- Agriculture vivrière	-17,3%	11,1%	-5,2%	3,3%	2,7%	3,8%
- Agriculture d'exportation	18,5%	-9,4%	17,0%	-5,1%	7,3%	-0,4%
- Café	98,5%	-44,2%	99,9%	-33,8%	63,0%	-15,0%
- Thé	-0,1%	1,6%	-1,0%	4,5%	-11,9%	5,0%
- Autres cultures d'exportation	36,4%	12,6%	12,3%	13,2%	22,2%	8,0%
- Forêt	11,6%	12,4%	-2,0%	5,9%	3,6%	5,0%
- Elevage	-35,7%	5,0%	-11,4%	5,8%	8,8%	5,0%
- Pêche	8,0%	17,8%	2,4%	1,7%	-0,6%	4,0%
Secteur secondaire	**1,0%**	**7,2%**	**5,1%**	**3,0%**	**1,0%**	**3,8%**
- Extraction	5,6%	1,2%	-3,5%	1,4%	-7,1%	4,0%
- Industries	-8,2%	2,6%	5,0%	1,3%	-3,1%	2,0%
- Industries agroalimentaires	-12,1%	0,6%	2,0%	0,2%	-3,9%	1,8%
- Industries Manufacturières	6,5%	8,7%	13,6%	4,1%	-1,0%	2,6%
- Industries textiles	10,3%	12,2%	11,5%	4,1%	-1,3%	3,0%
- Autres industries manufacturières	5,7%	8,1%	14,0%	4,1%	-0,9%	2,5%
- Electricité, gaz et eau	-19,2%	11,7%	-1,8%	5,0%	-0,9%	7,0%
- Construction	25,9%	16,1%	6,5%	5,7%	8,1%	6,0%
Secteur tertiaire	**8,5%**	**1,1%**	**4,3%**	**3,1%**	**5,6%**	**5,2%**
- Commerce	-68,1%	-35,9%	50,8%	1,1%	-16,3%	5,0%
- Transport et communication	-9,5%	15,7%	-1,6%	2,8%	11,1%	6,1%
- Transports	-9,5%	27,4%	-9,8%	1,6%	-2,2%	3,0%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	-9,5%	11,6%	1,7%	3,2%	15,7%	7,0%
- Banques et Assurances	6,8%	2,8%	5,4%	6,6%	10,5%	8,0%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	-29,9%	-4,8%	1,4%	1,6%	-2,8%	4,0%
- Administration publique	18,6%	3,8%	4,8%	4,5%	7,5%	5,3%
- Education	18,6%	1,0%	3,3%	3,5%	3,1%	4,0%
- Santé et action sociale	24,5%	7,1%	3,3%	2,5%	-9,9%	4,0%
- Activités à caractère collectif ou personnel	36,8%	-22,8%	3,7%	0,8%	10,0%	4,3%
- Services domestiques	36,8%	-14,9%	4,2%	3,8%	1,8%	5,0%
- SIFIM	-17,0%	-6,4%	5,3%	11,1%	7,7%	6,0%
PIB aux coûts des facteurs	**-0,2%**	**4,6%**	**2,1%**	**3,1%**	**4,0%**	**4,6%**
Impôts et Taxes	4,1%	-6,8%	2,5%	4,5%	2,9%	4,6%
PIB aux prix du marché	**0,3%**	**3,2%**	**2,2%**	**3,3%**	**3,9%**	**4,6%**

Source: BRB

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juil.-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept.-20	6,4	10,6	2,2
oct.-20	7,0	12,1	1,9
nov.-20	8,9	15,6	2,3
déc.-20	8,0	13,2	2,5
janv.-21	6,5	10,4	2,4
févr.-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr.-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil.-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept.-21	10,5	13,7	7,1
oct.-21	9,9	11,6	8,0
nov.-21	8,7	8,3	9,2
déc.-21	10,0	9,6	10,5
janv.-22	12,3	14,5	10,0
févr.-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr.-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil.-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept.-22	20,9	26,6	14,5
oct.-22	22,1	29,7	13,7
nov.-22	26,8	40,1	12,2
déc.-22	26,6	39,4	12,5
janv.-23	28,6	41,6	13,6
févr.-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr.-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil.-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept.-23	26,8	35,1	17,1
oct.-23	26,6	34,4	16,8
nov.-23	20,4	23,0	16,7
déc.-23	20,1	22,4	16,9
janv.-24	17,6	17,7	17,5
fevr-24	17,8	17,4	18,2
mars-24	14,0	12,4	16,8
avr.-24	12,1	9,1	16,7
mai-24	12,5	9,2	17,4
juin-24	15,9	13,7	19,1
juil.-24	18,6	16,9	21,1
août-24	18,2	15,9	21,5
sept.-24	23,3	19,7	28,4
oct.-24	24,9	22,5	28,3
nov.-24	28,8	27,3	30,9
déc.-24	38,6	38,5	38,3
janv.-25	38,1	39,1	36,6
févr.-25	39,7	38,9	40,9
mars-25	40,9	40,1	42,0

Source: MFBPE, Modèle MACMOD-BI

Annexe 3: : Inflation par principaux produits (en %)

	T3-2024	oct.-24	nov.-24	déc.-24	T4-2024	T1-2025
Inflation globale	**20,1**	**24,9**	**28,8**	**36,4**	**30,0**	**39,5**
1. Inflation alimentaire	**17,5**	**22,5**	**27,3**	**37,0**	**29,0**	**39,4**
- Pains et céréales	8,7	11,5	15,9	25,6	17,6	33,7
- Viande	45,5	64,8	72,5	96,3	77,9	101,7
- Poissons et Fruits de mer	41,8	62,3	92,4	110,3	88,3	103,6
- Lait,fromage et œuf	31,5	40,5	48,3	53,1	47,3	66,6
- Huiles et graisses	9,7	8,0	9,5	14,3	10,6	45,8
- Fruits	44,1	55,4	70,1	86,7	70,8	75,3
- Légumes	14,0	16,5	18,6	27,3	20,8	22,9
- Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	27,0	83,9	79,5	78,1	80,5	87,8
- Produits alimentaires n.c.a	58,4	65,6	75,4	91,9	77,6	95,2
2. Produits non alimentaires	**23,7**	**28,3**	**30,9**	**35,4**	**31,5**	**39,8**
- Boissons alcolisées et Tabac	27,2	32,1	34,5	40,0	35,5	46,3
- Articles d'habillement et articles chaussants	27,3	34,9	42,5	55,3	44,2	58,1
- Logement,eau,électricité,gaz et autres combustibles	28,8	47,4	49,7	53,1	50,1	52,8
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	19,6	22,0	23,7	29,1	24,9	36,3
- Santé	12,4	9,7	14,1	14,9	12,9	20,9
- Transport	22,0	15,4	22,1	23,8	20,4	32,8
- Communications	11,2	10,1	7,1	15,6	10,9	13,5
- Loisirs et culture	17,9	26,9	25,7	26,3	26,3	28,7
- Enseignement	3,4	0,5	-0,1	-5,2	-1,6	0,9
- Restaurants et hotels	32,5	34,5	34,3	37,1	35,3	42,0
- Biens et services divers	21,2	27,4	29,9	36,4	31,2	45,3
Energie, carburant et combustibles	19,7	16,1	20,2	25,9	20,7	22,0
3. Inflation Sous-jacente	**21,2**	**27,0**	**30,0**	**36,7**	**31,3**	**45,8**

Annexe4 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Total Recettes		
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	126 976,82	12 657,70	139 634,52	170 115,45	-30 480,93
août-23	150 480,88	11 295,91	161 776,78	226 881,03	-65 104,25
sept-23	189 663,97	19 126,88	208 790,85	330 766,49	-121 975,64
oct-23	169 855,14	57 391,01	227 246,15	196 768,34	30 477,81
nov-23	159 686,28	107 355,93	267 042,20	281 794,94	-14 752,74
déc-23	187 212,99	24 386,26	211 599,24	331 347,27	-119 748,03
janv-24	170 037,66	32 265,50	202 303,16	208 294,22	-5 991,06
févr-24	159 917,12	12 049,60	171 966,71	149 526,63	22 440,08
mars-24	196 891,45	159 452,36	356 343,81	353 293,13	3 050,68
avr-24	151 805,44	13 067,75	164 873,18	256 083,61	-91 210,43
mai-24	131 988,69	26 020,81	158 009,50	253 174,70	-95 165,20
juin-24	174 648,05	22 418,95	197 067,00	258 671,43	-61 604,43
juil-24	163 781,82	6 912,98	170 694,80	327 036,13	-156 341,33
août-24	150 862,39	29 458,25	180 320,64	302 166,04	-121 845,40
sept-24	184 422,10	7 526,51	191 948,60	266 945,08	-74 996,48
oct-24	175 918,27	52 142,41	228 060,68	242 110,49	-14 049,81
nov-24	145 035,87	24 470,85	169 506,72	272 171,56	-102 664,84
déc-24	218 104,72	22 925,43	241 030,15	190 126,37	50 903,78
janv-25	204 872,34	17 709,40	222 581,73	340 367,35	-117 785,62
févr-25	185 268,01	12 142,94	197 410,95	204 997,51	-7 586,55
mars-25	305 482,29	26 245,02	331 727,31	350 343,04	-18 615,73

Source: BRB

Annexe 5 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Oblig.	Autres	Total		
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil.-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept.-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct.-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov.-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc.-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv.-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr.-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr.-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil.-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept.-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct.-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov.-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 314 467,8	5 216 990,9
déc.-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 335 183,2	5 340 465,1
janv.-23	1 727 790,4	2 260 148,1	88 700,8	4 076 639,3	1 350 444,3	5 427 083,6
févr.-23	1 726 427,9	2 284 962,7	122 965,7	4 134 356,3	1 343 200,6	5 477 556,9
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 256,5	4 147 053,9	1 330 300,7	5 477 354,6
avr.-23	1 688 554,3	2 264 816,0	127 848,4	4 081 218,7	1 336 580,3	5 417 799,0
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	147 970,5	4 026 069,9	1 736 472,5	5 762 542,4
juin-23	1 866 022,1	2 207 955,5	152 517,7	4 226 495,3	1 811 986,5	6 038 481,8
juil.-23	1 864 453,7	2 200 478,2	152 589,6	4 217 521,5	1 823 515,5	6 041 037,0
août-23	1 873 494,8	2 203 955,1	146 502,9	4 223 952,8	1 811 839,7	6 035 792,5
sept.-23	1 992 384,5	2 194 998,3	115 665,4	4 303 048,2	1 805 746,8	6 108 795,0
oct.-23	1 917 541,5	2 212 721,6	141 478,5	4 271 741,6	1 821 461,4	6 093 203,0
nov.-23	1 848 432,1	2 220 612,1	140 658,5	4 209 702,7	1 827 876,2	6 037 578,9
déc.-23	1 950 651,4	2 284 995,1	152 669,5	4 388 316,0	1 833 186,6	6 221 502,6
janv.-24	1 903 284,4	2 321 768,8	149 917,2	4 374 970,4	1 839 481,6	6 214 452,0
févr.-24	1 901 476,2	2 348 652,2	141 725,4	4 391 853,8	1 838 231,9	6 230 085,7
mars-24	1 899 905,2	2 365 385,7	146 651,3	4 411 942,2	1 849 457,3	6 261 399,5
avr.-24	1 935 164,6	2 333 037,8	151 244,8	4 419 447,2	1 860 135,7	6 279 582,9
mai-24	1 994 015,5	2 346 461,3	161 025,0	4 501 501,8	1 864 826,7	6 366 328,5
juin-24	2 046 660,8	2 328 910,8	169 126,2	4 544 697,8	1 863 586,4	6 408 284,2
juil.-24	2 065 246,6	2 277 360,1	161 663,1	4 504 269,8	1 869 819,7	6 374 089,5
août-24	2 255 322,3	2 282 042,7	132 139,7	4 669 504,7	1 892 288,9	6 561 793,6
sept.-24	2 528 767,7	2 237 191,7	143 701,0	4 909 660,4	1 900 048,4	6 809 708,8
oct.-24	2 588 788,1	2 261 867,4	103 321,2	4 953 976,7	1 893 445,7	6 847 422,4
nov.-24	2 741 858,8	2 283 648,6	108 216,9	5 133 724,3	1 880 612,0	7 014 336,3
déc.-24	2 846 253,0	2 324 999,8	116 594,9	5 287 847,7	1 873 262,5	7 161 110,2
mars-25	2 568 728,8	2 625 396,6	113 557,3	5 307 682,7	1 888 773,3	7 196 456,0

Source: BRB

Annexe 6 : Opérations du marché monétaire

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale	Opérations interbancaires
janv-23	**346 582**	**521 647**	**271 800**
févr-23	324 287	499 850	113 000
mars-23	241 331	444 450	174 100
avr-23	256 427	499 290	160 600
mai-23	341 143	560 710	312 550
juin-23	365 295	459 113	193 000
juil-23	280 952	515 793	414 700
août-23	263 914	513 933	579 850
sept-23	298 259	513 933	432 500
oct-23	331 449	502 813	277 900
nov-23	315 924	523 293	362 040
déc-23	310 930	539 963	406 800
janv-24	277 987	533 023	506 076
févr-24	322 036	544 093	278 500
mars-24	282 085	536 533	265 800
avr-24	362 340	534 503	130 400
mai-24	367 794	527 503	105 800
juin-24	379 767	503 353	92 000
juil-24	526 848	455 263	441 100
août-24	476 038	454 737	240 300
sept-24	525 747	410 333	167 000
oct-24	485 534	394 573	152 000
nov-24	420 146	413 653	119 000
déc-24	455 848	449 483	138 200
janv-25	471 702	437 403	286 600
févr-25	404 939	401 463	347 000
mars-25	405 031	439 623	393 400

Source: BRB

Annexe 7 : : Taux d'intérêt du marché monétaire (en MBIF)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,14
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,57
août-23	5,83	12,00	2,00	4,52
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,64
oct-23	5,84	12,00	2,00	4,91
nov-23	6,45	12,00	2,00	5,30
déc-23	7,02	12,00	2,00	5,55
janv-24	7,44	12,00	2,00	5,58
févr-24	7,90	12,00	2,00	5,66
mars-24	8,76	13,66	2,00	6,24
avr-24	9,14	14,00	2,00	7,54
mai-24	8,93	14,00	2,00	7,75
juin-24	9,73	14,00	2,00	8,01
juil-24	10,29	14,00	2,00	8,04
août-24	8,69	14,00	2,00	8,07
sept-24	7,97	14,00	2,00	7,95
oct-24	5,77	14,00	2,00	7,57
nov-24	4,38	14,00	2,00	7,23
déc-24	4,16	14,00	2,00	7,10
janv-25	4,16	14,00	2,00	7,17
févr-25	4,73	14,00	2,00	7,47
mars-25	6,05	14,00	2,00	8,20

Source: BRB

Annexe 8 : Structure des exportations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

Période	T1-2024		T4-2024		T1-2025	
Produits	**V**	**Q**	**V**	**Q**	**V**	**Q**
PRODUITS PRIMAIRES	**49 999,4**	**13 289,6**	**159 408,5**	**16 516,7**	**214 740,7**	**10 071,7**
café marchand	24 786,2	2 380,3	35 936,1	2 387,8	55 915,8	3 495,8
coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
peaux brutes	20,2	97,0	980,4	231,7	298,8	128,1
thé	11 905,2	2 018,9	7 264,0	1 268,7	12 370,6	1 818,2
huile de palme brute	19,2	9,8	247,4	132,5	6,7	25,8
Minérais (autres que l'or)	11 340,4	178,8	15 935,5	161,2	17 104,1	200,8
métaux de terres rares	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	0,0	0,0	93 208,5	0,4	127 064,6	0,4
animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
poissons vivants	0,3	0,4	2,5	1,0	0,0	0,0
autres	1 927,8	8 604,5	5 834,0	12 333,5	1 980,2	4 402,6
PRODUITS MANUFACTURES	**45 394,5**	**16 615,5**	**55 521,5**	**24 114,5**	**41 747,3**	**18 484,2**
limonades, eaux gazeuses	209,8	135,4	318,5	181,5	12,9	4,2
bouteilles en verre foncé	4 583,2	1 193,3	2 717,8	625,5	2 132,0	538,7
bières	6 066,4	4 598,8	8 356,4	6 854,8	6 785,0	5 408,7
cigarettes	8 324,5	366,6	10 338,6	460,9	7 505,5	349,4
tissus de coton	0,2	0,2	3,6	1,0	0,0	0,0
sucre	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
farine de blé	4 420,5	2 599,5	12 435,3	7 243,4	8 815,8	4 907,7
farine de maîs	0,6	0,5	16,4	7,0	7,4	3,0
ciment portland	0,0	0,0	1,6	9,2	4,5	19,1
savons	3 122,2	1 473,2	3 216,5	1 647,4	2 388,5	1 349,3
Kérozène	2 903,2	627,7	2 717,0	556,6	2 201,3	473,3
Gazole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres (1)	15 763,9	5 620,2	15 399,9	6 527,2	11 894,4	5 430,8
TOTAL	**95 393,8**	**29 905,1**	**214 930,0**	**40 631,2**	**256 488,0**	**28 555,9**

(1): Non compris les effets personnels

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Annexe 9 : Structure des importations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

	T1-2024		T4-2024		T1-2025	
Période						
Produits	**V**	**Q**	**V**	**Q**	**V**	**Q**
I. BIENS DE PRODUCTION:	**316 990,7**	**244 323,0**	**317 163,0**	**233 455,5**	**397 603,1**	**254 655,1**
10. Métallurgie	33 512,8	49 558,4	25 697,7	11 284,6	27 619,2	11 952,9
11. Agriculture et élevage	42 062,1	23 788,8	58 369,3	45 518,7	139 264,8	81 807,5
12. Alimentation	39 392,7	22 095,8	51 177,9	34 931,0	43 181,7	29 067,4
13. Textile	1 734,2	89,9	1 629,9	89,3	1 536,2	89,3
14. Construction	40 376,3	103 737,8	42 121,2	99 706,1	36 149,3	82 432,9
15. Bois	559,7	385,4	609,9	468,2	1 176,1	834,9
16. Papier	1 408,6	606,3	2 158,6	781,3	4 935,1	1 583,5
17. Cuir	44,5	1,3	113,0	63,8	6,4	2,5
18. Autres biens de production:	**157 899,7**	**44 059,2**	**135 285,5**	**40 612,4**	**143 734,4**	**46 884,4**
180.Chimiques	8 281,9	3 191,4	12 387,7	4 626,7	14 781,9	4 177,3
181.Combustibles solides	0,0	0,0	52,4	449,1	843,0	5 563,3
182. Huiles minérales	126 677,9	35 928,6	85 310,8	26 946,2	94 978,8	30 190,9
183. Autres	22 939,9	4 939,3	37 534,6	8 590,4	33 130,7	6 952,8
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	**164 185,0**	**15 145,9**	**147 103,4**	**13 948,6**	**130 976,1**	**13 365,5**
20. Chaudières,engins mécaniques	49 758,1	3 273,1	36 515,4	2 759,5	35 090,9	2 824,0
21. Pièces et outillages	16 471,5	4 419,4	15 452,9	4 618,2	14 312,0	4 265,5
22. Matériel électrique	48 464,4	2 599,2	33 477,7	2 283,7	35 143,7	2 429,5
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport	36 457,9	4 175,6	36 929,8	3 691,1	31 684,9	3 369,7
24. Autres biens d'équipement	13 033,1	678,5	24 727,5	596,1	14 744,6	476,8
III. BIENS DE CONSOMMATION:	**268 475,0**	**98 801,2**	**322 895,8**	**79 731,3**	**300 696,7**	**102 181,8**
30. Durables:	**108 295,9**	**20 806,9**	**190 547,2**	**29 190,3**	**145 613,5**	**27 075,6**
300. Textiles	14 765,3	3 538,2	24 910,7	4 508,4	28 668,6	5 475,9
301. Véhicules	31 484,2	2 872,9	36 941,9	3 560,7	30 497,8	3 118,6
302 .Autres	62 046,4	14 395,8	128 694,6	21 121,2	86 447,1	18 481,2
31. Non durables:	**160 179,1**	**77 994,3**	**132 348,6**	**50 541,0**	**155 083,2**	**75 106,2**
310. Alimentaires	111 808,1	71 848,5	85 280,9	44 074,0	104 243,7	68 319,3
311. Pharmaceutiques	29 594,7	1 539,5	25 065,3	1 066,1	28 572,5	1 007,9
312. Autres	18 776,4	4 606,3	22 002,4	5 400,8	22 266,9	5 779,0
TOTAL	**749 650,7**	**358 270,1**	**787 162,1**	**327 135,4**	**829 275,9**	**370 202,4**

Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Annexe 10: Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	30/03/2024	31/12/2024	30/03/2025	Variation annuelle en %	Variation trimestielle en %
I. EMPLOIS	**8 183 262,2**	**9 149 711,9**	**9 557 160,5**	**16,8%**	**4,5%**
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	**6 807 025,7**	**7 945 096,4**	**8 201 162,7**	**20,5%**	**3,2%**
A. Actifs Liquides	**2 947 125,3**	**3 322 811,0**	**3 473 579,1**	**17,9%**	**4,5%**
Caisse	120 046,2	128 371,1	141 501,5	17,9%	10,2%
B.R.B.	436 554,7	723 643,2	571 474,8	30,9%	-21,0%
Avoirs auprès des banques et assimilés	225 576,7	318 824,1	322 073,5	42,8%	1,0%
Prets à l'Etat	2 164 947,8	2 151 972,5	2 438 529,3	12,6%	13,3%
Bons,Obligations du Trésor	1 922 760,4	1 897 449,9	2 166 733,6	12,7%	14,2%
Autres Titres	242 187,4	254 522,6	271 795,7	12,2%	6,8%
B. Crédits	**3 859 900,3**	**4 622 285,4**	**4 727 583,7**	**22,5%**	**2,3%**
Court terme	1 494 942,4	2 057 124,0	2 070 840,9	38,5%	0,7%
Moyen terme	1 051 361,0	1 175 105,5	1 222 065,1	16,2%	4,0%
Long terme	1 313 596,9	1 390 055,9	1 434 677,7	9,2%	3,2%
Crédits bail	-	-	-		
I.2. Actif Immobilisé	**399 676,3**	**460 991,0**	**473 578,4**	**18,5%**	**2,7%**
I.3. Autres emplois	**976 560,2**	**743 624,5**	**882 419,4**	**-9,6%**	**18,7%**
II. RESSOURCES	**8 183 262,2**	**9 149 711,9**	**9 557 160,5**	**16,8%**	**4,5%**
II.1. Principales ressources	**6 428 528,2**	**7 219 951,7**	**7 545 553,2**	**17,4%**	**4,5%**
Clientèle	4 694 376,5	5 235 559,4	5 525 715,1	17,7%	5,5%
dont 10 grands dépôts des banques	1 796 292,5	1 982 115,2	2 015 069,2	12,2%	1,7%
Refinancement auprès B.R.B.	604 220,7	494 828,1	500 861,5	-17,1%	1,2%
Dettes envers banques et assimilés	1 129 931,0	1 489 564,2	1 518 976,6	34,4%	2,0%
II.2. Capital et réserves	829 601,0	874 925,6	944 812,2	13,9%	8,0%
II.3. Autres ressources	925 133,0	1 054 834,6	1 066 795,1	15,3%	1,1%
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	867 597,9	987 969,1	1 036 253,5	19,4%	4,9%
Fonds propres (en MBIF)	937 882,5	1 073 164,1	1 121 413,9	19,6%	4,5%
Risques pondérés	4 437 040,1	5 762 043,2	5 622 195,7	26,7%	-2,4%
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,6	17,1	18,4	-1,12	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	21,1	18,6	19,9	-1,19	
Ratio de levier (norme 5%)	10,6	10,8	10,8	0,24	
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	1 462 787,1	1 745 288,2	1 623 836,6	11,0%	-7,0%
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	37,9	37,8	34,3		
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	47,2	50,5	49,5		
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	26,5	23,5	25,5		
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	249,5	217,8	235,3		
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	463 025,1	506 996,5	679 388,1	46,7%	34,0%
Créances à surveiller	324 962,6	336 885,9	492 342,3	51,5%	46,1%
Créances Non performantes	138 062,5	170 110,5	187 045,8	35,5%	10,0%
Créances pré douteuses	44 376,8	42 513,9	50 170,6	13,1%	18,0%
Créances douteuses	37 440,9	65 004,8	48 539,6	29,6%	-25,3%
Créances compromises	56 244,8	62 591,8	88 335,6	57,1%	41,1%
Dépréciations	74 877,0	96 744,2	113 331,8	51,4%	17,1%
Taux des prêts non performants	3,6	3,7	4,0		
Taux d'impayés	12,0	11,0	14,4		
Taux de provisionnement	54,2	56,9	60,6		
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	185,3	171,0	185,9		
Coefficient de liquidité en devises	494,7	212,4	151,9		
Total crédits/total dépôts (en %)	82,2	88,3	85,6		
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	101,1	122,1	122,5		
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	38,3	37,9	36,5		
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	57 962,1	261 342,9	71 442,2	23,3%	-72,7%
Résultat net de l'exercice	48 898,8	217 322,4	61 128,8	25,0%	-71,9%
Produit Net Bancaire	133 195,8	593 186,1	183 766,9	38,0%	-69,0%
ROA	0,6	2,4	0,6		
ROE	5,2	20,3	5,5		

Source: BRB

Maquette et impression
IMPRIMERIE MEX